

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

DES

Établissements Publics d'Aliénés



THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Jeudi 28 Novembre 1901, à 2 heures

PAR

Charles GIRAUD



LYON

Imprimerie WALTENER & C^{ie}, Successeurs de Mougin-Rusand

3, Rue Stella, 3

—
1901

DE
L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT
DES
Établissements Publics d'Aliénés



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT
DES

Établissements Publics d'Aliénés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Jeudi 28 Novembre 1901, à 2 heures

PAR

Charles GIRAUD



LYON

Imprimerie WALTENER & C^{ie}, Successeurs de Mougins-Rusand
3, Rue Stella, 3

—
1901

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

- CAILLEMER, O. ✱, I. ☉, doyen, professeur de Droit civil.
MABIRE, ✱, I. ☉, professeur honoraire.
GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.
APPLETON (Charles), I. ☉, professeur de Droit romain.
FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.
THALLER, I. ☉, professeur honoraire.
AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.
COHENDY, ✱, I. ☉, professeur de Droit commercial.
PIC, I. ☉, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), A. ☉, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.
BOUVIER, A. ☉, professeur adjoint, chargé des cours de
Science et de Législation financières.
LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.
JOSSEMERAND, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.
BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire des Doctrines
économiques.
HUVELIN, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.
LÉVY, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.
BECQ, I. ✱, secrétaire.
-

JURY DE LA THÈSE

- MM. GARRAUD, professeur, *President*.
APPLETON (Jean), professeur, }
BOUVIER, professeur adjoint, } *Assesseurs*.

CHAPITRE PREMIER

Introduction et historique

§ 1^{er} — Rôle de l'État à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale.

Dans toute société civilisée, parmi les devoirs qui incombent à l'Etat, l'un des plus importants est d'assurer la sécurité des citoyens ; de ce devoir résulte la loi pénale qui réprime les crimes et délits commis par les particuliers responsables de leurs actes, il en résulte aussi des mesures de prudence et de protection à l'encontre des personnes irresponsables ou aliénés de toute catégorie.

Pour ces dernières, les principales mesures consistent à leur supprimer tout moyen de nuire en les enfermant dans des établissements spéciaux chargés ainsi de prémunir, par leur surveillance, la société contre tous les

dangers qu'elles pourraient lui faire courrir, tout en assurant l'existence matérielle de ces personnes, en sauvegardant leurs intérêts privés et en faisant tout le nécessaire pour améliorer leur santé ou pour arriver à leur guérison, si possible.

Il faut toutefois ne pas exagérer la protection des aliénés envers la société et surtout envers eux-mêmes comme semble le faire, depuis quelque temps, la médecine, qui multiplie beaucoup les cas d'aliénation mentale et, de ce chef, arrive quelquefois à étouffer la responsabilité et, par suite, la liberté individuelle, arrivant à faire considérer comme actes de folie des actes qui dérivent de caractères ou d'habitudes anormales, la manifestation étrange de certains phénomènes prouve, au contraire, quelquefois la faculté que l'être humain possède d'agir suivant sa propre volonté.

La tendance à toute irresponsabilité doit être évitée avec soin, car elle conduit à supprimer les faits libres qui laissent une responsabilité plus ou moins étendue à leur auteur.

§ 2. — Définition de l'aliénation mentale. —

Généralités.

De l'aliénation mentale, point de définition dans les textes de loi. Elle comprend toutes les altérations de l'intelligence ou du sens moral quelles qu'en soient l'origine et la nature.

De nos jours, l'on affirme souvent que la pathologie mentale, la science des maladies mentales, la connais-

sance des formes que la folie peut revêtir et des remèdes à y apporter est une science moderne ; cela est vrai en ce sens que c'est au ^{xix}^e siècle que cette science a fait des progrès merveilleux auprès desquels ce qui existait auparavant n'est pas à comparer, mais il est toujours vrai que, même dans les temps les plus reculés, la folie était connue dans son existence et dans son principe.

Remontons jusqu'à Hippocrate, le père de la médecine reconnu dans la folie une maladie naturelle, mais, comme traitement, nous sommes encore éloignés de la science moderne, il prescrivait le traitement à l'hellébore !

Dans le premier siècle de l'ère chrétienne des médecins romains reconnurent que la folie avait son siège dans le cerveau, ce qui a été reconnu, depuis, toujours exact ; de cette constatation, ces médecins nièrent, avec raison, le don de prophétie attribué aux insensés.

Quoi qu'il en soit au point de vue médical et quelle que soit la forme qu'affecte la folie, elle produit, au point de vue juridique, la même conséquence : l'incapacité et l'irresponsabilité chez celui qui en est atteint.

Les aliénés peuvent être classés en deux grandes catégories : les dégénérés et les déments. Les dégénérés comprennent les imbéciles, les idiots et les crétins.

L'imbécillité est le résultat d'un vice originel du cerveau, lequel ne se développe pas, en même temps que l'homme grandit, le cerveau reste stationnaire, l'imbécile est un grand enfant ; chez l'imbécile il n'y a pas d'idées, ou les rares idées qu'il peut y avoir sont bornées à un ordre tout à fait matériel.

L'état d'idiotie est un état encore pire que le premier. Chez l'idiot, le cerveau complètement atrophié ne laisse subsister l'individu que comme un simple organisme.

Les crétins sont des individus qui, à la faiblesse intellectuelle, joignent des troubles particuliers, notamment le nanisme, l'épaississement de la peau, etc.

Une affection qui se rencontre souvent chez les crétins est celle du goût.

L'imbécile, l'idiot et le crétin sont, au premier chef, irresponsables par suite de leur insuffisance intellectuelle.

La démence, seconde forme de la folie, est moins grave, elle est caractérisée par l'absence de toute coordination dans les fonctions intellectuelles. Elle peut revêtir deux formes, partielle ou totale.

Quand la démence n'est que partielle, elle se rapporte à une série d'idées exclusivement, l'esprit reste lucide et intact sur tous les autres points.

La manie, qu'il ne faut pas confondre avec la monomanie, est la folie généralisée, c'est la démence totale, mais nous n'emploierons pas ce mot démence totale, parce que le mot démence est employé pour désigner une autre manifestation de la folie.

Le maniaque est le type accompli du fou, la folie se manifeste par l'incohérence absolue des idées résultant de l'exaltation malade des facultés, état que les anciens nommaient délire divin.

Quelquefois la folie revêt une forme intermittente, mélange de folie et de raison, ce qui a fait nommer cette folie : folie raisonnée.

Dans les deux cas, l'irresponsabilité est absolue, le

fou étant incapable de se guider d'après les règles de la raison.

La démence, dans le sens restreint que nous avons mentionné précédemment, est une folie qui consiste dans l'inertie des facultés intellectuelles, c'est le résultat d'un affaiblissement de ces facultés, elle tend à se confondre avec l'imbécillité, sauf que cette dernière est native, tandis que la démence est accidentelle.

La *monomanie*, que nous avons citée comme ne devant pas être confondue avec la *manie*, est l'exagération d'une idée fixe.

Beaucoup de maladies mentales sont occasionnées par des troubles nerveux ou névroses. L'hystérie est la principale des névroses. « On entend par là, dit Legrand de Saülle, une maladie à manifestations nerveuses très vagues mais présentant des caractères particuliers saisissants. » Ces caractères sont la simulation, le vol, l'insensibilité et surtout la fureur érotique. Les hystériques ne sont pas des aliénés au sens exact du mot. Chez la plupart des hystériques la liberté n'est pas morte mais elle est malade, il n'y a pas irresponsabilité absolue mais responsabilité limitée.

Chez les *épileptiques* la liberté morale est suspendue pendant les attaques, l'épilepsie produit donc l'aliénation mentale. Pour apprécier l'état mental des individus atteints d'épilepsie, l'examen de chaque cas particulier est indispensable pour déterminer l'étendue de la responsabilité.

En effet, l'épilepsie revêt des formes quelquefois assez embarrassantes, en ce sens qu'au lieu d'accès violents c'est-à-dire se manifestant par une attaque du système

moteur, ne se traduit que par une absence complète de conscience, le mot conscience désignant ici la faculté de chacun de pouvoir se rendre un compte exact de son individualité propre, forme appelée épilepsie larvée ou fruste par les médecins.

Mais il est un cas dont la fréquence, de plus en plus grande, est à déplorer, mais qui, justement, vu cette fréquence, demande un moment d'attention. Un homme ivre est-il irresponsable ? Est-ce que l'ivresse produit l'aliénation mentale ? De très longues discussions existent sur ce point : « L'ivresse, disent Chauveau et Hébé, « peut avoir quelquefois des effets de l'aliénation mentale, mais elle n'en a pas le caractère essentiel, le « dérangement organique des facultés intellectuelles.

« La démence n'est pas une expression générique qui « puisse envelopper toutes les aberrations de l'esprit ; « on ne peut lui donner, dans la loi, d'autre sens que « celui que la langue lui attribue ; on doit la restreindre « aux maladies du cerveau. »

En résumé, l'ivresse n'est qu'un fait qui peut entraîner l'admission de circonstances atténuantes mais non une justification complète.

Dalloz admet le même système : « Il est évident que la disposition concernant la démence (Art. 64, C. P.) ne peut être étendue à l'ivresse, car ce sont deux faits bien distincts dont l'un est un malheur et l'autre est, presque toujours, du moins, une faute. »

C'est le même système qu'admet la Jurisprudence.

D'autre part, un parti considérable dans la doctrine ne s'est pas rallié à la jurisprudence des tribunaux. De nombreux jurisconsultes estiment que quand l'ivresse a

eu pour effet de priver de sa raison l'auteur d'un crime ou d'un délit, elle est exclusive de la responsabilité. On ne peut nier qu'en fait l'ivresse n'ait pour résultat d'aboutir à l'inconscience, l'ivrogne peut accomplir un fait matériel, il ne peut avoir d'intention coupable, il se trouve dans une aliénation passagère. Toutefois il répugne de voir une cause justificative dans un acte que la morale^a réprouve et que la loi punit.

Mais que penser de ce cas qui se présente assez fréquemment. Sous prétexte d'alcoolisme ou d'ivresse invétérée une famille, à titre de placement volontaire, enferme un de ses membres dans une maison de santé et cela sans qu'aucun acte délictueux n'ait été commis ou sans qu'il n'y ait aucune menace qu'un pareil fait puisse se produire. On pourrait peut être y trouver une séquestration dans un établissement d'aliénés, surtout si l'établissement est un établissement libre, dont l'intérêt pécuniaire joint à celui de la famille milite fort pour l'internement coûte que coûte, la famille cherchant à enfermer celui dont les allures peuvent l'effrayer pour l'avenir, principalement en ce qui peut concerner les droits successoraux dont elle craint de se voir dépouiller; d'autres considérations d'ordre purement moral peuvent encore se rencontrer. C'est ainsi qu'il peut arriver que, malgré les dispositions de la loi du 30 juin 1838, les calculs d'intérêt de la part de l'établissement et les considérations diverses qui font agir la famille font sacrifier la liberté de l'individu.

A ce point de vue, le directeur-médecin chargé d'un établissement public d'aliénés ne saurait être accusé de ces vils calculs.

Nous avons tenu à donner un aperçu très succinct des divers cas d'aliénation mentale, exposé que la science médicale peut dissenter longuement mais qu'il faut faire au début d'une étude juridique sur un tel sujet.

Nous résumons donc : les cas d'aliénation mentale sont les uns de véritables troubles cérébraux, les autres, tels que l'hystérie et surtout l'ivresse, paraissent devoir rester en dehors de la classification et, par suite, les individus qui en sont atteints ne nous semblent pas devoir être considérés comme des aliénés au sens strict du mot et les dispositions légales sur les aliénés ne nous paraissent pas devoir leur être applicables.

§ 3. — Droit Romain.

En langue latine aliénation mentale n'est représentée que par le mot *Furor*, le *furiosus* est celui dont les facultés sont troublées quelles que soient l'origine et la nature de ce trouble.

Mais, à la ressemblance des deux acceptions que nous avons vues être données au mot français démente, on peut avoir une même distinction en latin, le mot *furiosus* en latin est employé quelquefois dans un sens plus restreint que celui que nous venons d'indiquer et il désigne alors une catégorie spéciale de malades de l'esprit, on oppose dans ce sens le *furiosus* au *mente captus*, *furiosus* est celui dont la folie laisse place à des intervalles lucides, le *mente captus* est celui dont la folie est continue. Quant aux expressions *insanus*,

amens, stultus... elles n'offrent pas plus d'intérêt juridique que les mots français correspondants. (*Festus, De verb, sig. V^o Mente captus. — Cicéron Tuscul, 3, 5.*)

Dans la législation romaine on ne signale l'existence d'aucun établissement public spécialement destiné aux *furiosi*. L'assistance des aliénés est une des créations les plus récentes de notre civilisation moderne. Ce que l'on peut dire c'est que le droit romain avait laissé à la famille le soin des aliénés et ne confiait à l'autorité publique, représentée par les préfets de province, qu'un pouvoir de surveillance. (L. 14. D. *De officiis præsidis*, 1-18).

Les textes de droit romain se rapportent presque tous à l'incapacité résultant de l'aliénation mentale.

Entre autres effets, la folie en produisait d'importants sur les droits de famille, soit au point de vue du mariage (*Accarias*, t. I, n^{os} 98 et 99), soit au point de la puissance paternelle (*Accarias*, t. I, n^{os} 84 et 106).

Elle avait aussi des effets sur le patrimoine, effets dans l'étude desquels nous ne voulons pas entrer.

§ 4. — Moyen-âge et temps modernes jusqu'en 1789.

Au moyen-âge, par suite de superstitions populaires, les aliénés étaient dans une situation tout à fait déplorable, ils étaient considérés comme possédés du démon, on se détournait d'eux avec effroi. Quelquefois même la fureur populaire s'exerçait contre eux, on les rendait responsables de calamités accidentelles et on envoyait quelquefois au bûcher ces malheureux dont l'état était

seulement digne de pitié. « On ne sait trop, dit Esquirol, ce que devenaient autrefois les aliénés ; il est « vraisemblable qu'il en périssait un grand nombre. Les « plus furieux étaient renfermés dans les cachots, les « autres, dans les couvents, dans les donjons lorsqu'ils « n'étaient pas brûlés comme sorciers ou comme possédés du démon ; les plus tranquilles erraient librement, abandonnés à la risée, aux injures ou à la « vénération ridicule de leurs concitoyens (Esquirol *De l'aliénation mentale*, t. II, p. 436). »

Néanmoins au xvi^e siècle fut créé à Marseille le premier établissement destiné aux aliénés, mais l'affectation fut changée plus tard. A Avignon fut fondé un établissement par les Pénitents noirs de la Miséricorde. Dans le nord de la France les frères Franciscains, dit Bonfils, obtinrent à l'asile d'Armentières de grands succès dans le traitement des maladies mentales.

Mais il n'y avait pas d'établissements spécialement consacrés aux aliénés, ils étaient admis dans les hôpitaux ordinaires, c'est ainsi qu'il furent admis à titre de vagabonds et non d'aliénés dans les deux grands hôpitaux de la Salpêtrière et de Bicêtre, où du reste ils étaient fort maltraités. C'est en 1660 que les pouvoirs publics pour la première fois s'occupèrent des soins médicaux à assurer aux aliénés. Un arrêt du Parlement de Paris, en date du 7 septembre 1660, ordonna que les fous réputés incurables seraient seuls, après examen à l'Hôtel-Dieu, envoyés à Bicêtre et à la Salpêtrière ; les autres devaient demeurer à l'Hôtel-Dieu pour y être traités.

§ 5. —Droit intermédiaire et Droit civil jusqu'en 1838.

Une loi des 16-27 mars 1790 s'occupe de quelques aliénés. Parmi les victimes des lettres de cachet se trouvaient quelques aliénés qui, faisant partie de puissantes familles, avaient été enfermés par le moyen de lettres de cachet obtenues par les parents, l'Assemblée nationale décréta : « Les personnes détenues pour cause de démence
« seront, pendant l'espace de trois mois à compter du
« jour de la publication du présent décret, à la diligence
« des procureurs, interrogées par les juges dans les
« formes légales, et, en vertu de leurs ordonnances,
« visitées par les médecins qui, sous la surveillance des
« directeurs de district, s'expliqueront sur la véritable
« situation des malades, afin que, d'après la sentence
« qui aura statué sur leur état, ils soient élargis ou
« soignés dans les hôpitaux qui seront désignés à cet
« effet. »

Cette loi proclame que les aliénés sont des malades, qu'ils doivent être en conséquence placés dans un établissement hospitalier, elle proclame la nécessité de l'intervention des médecins, probablement pour empêcher toute séquestration sous prétexte d'aliénation mentale, cette mesure même sera encore le but de notre loi de 1838. Mais la loi de 1790 ne fut pas exécutée, par suite de l'absence de tout établissement destiné aux aliénés.

Une loi du 24 vendémiaire an IX règle la séquestration, sinon de tous les aliénés, du moins de

ceux que leur indigence mettait à la charge de l'Etat (Titre 3, art. 7).

Le Code civil laisse sans modifications cet état de choses, il ne prend aucune mesure protectrice de la liberté des aliénés, il est assez incomplet au point de vue même de la réglementation de leur condition civile, la seule mesure pouvant être prise était l'interdiction. Or, l'interdiction ne constitue qu'une mesure incomplète, elle ne peut être provoquée que par certaines personnes déterminées, elle ne peut être prononcée que dans les cas d'aliénation habituelle ; en outre, l'interdiction est une source de frais considérables et constitue une publication que les familles hésitent à affronter. (Demolombe, t. VIII, nos 78 et 79).

En fait, souvent les familles plaçaient les aliénés dans des établissements où ils recevaient les soins nécessaires, mais l'internement ainsi opéré n'offrait pas les garanties nécessaires pour sauvegarder la liberté individuelle. Il était, en effet, effectué sans aucun contrôle ni de l'autorité administrative, ni de l'autorité judiciaire. Les articles 341 et 342 du Code pénal étaient les seules garanties ; ils visent, en général, les atteintes portées à la liberté individuelle par les particuliers.

§ 6. — Législation actuelle, loi du 30 juin 1838.

Sous le Gouvernement de Juillet on comprit la nécessité de s'occuper des aliénés. Le 6 janvier 1837, le ministre de l'Intérieur, M. de Gasparin, présenta à la Chambre des députés un projet de loi qui, avec quelques amendements, devint la loi du 30 juin 1838.

Cette loi, comme le Code, distingue deux catégories d'aliénés :

1° Ceux dont l'état est de nature à compromettre la sécurité publique ;

2° Ceux dont la folie est inoffensive.

Ceux de la première catégorie doivent être placés d'office par l'autorité compétente, ceux de la seconde peuvent être l'objet d'un placement volontaire dans une maison d'aliénés.

Il ressort donc clairement des dispositions de cette loi qu'elle est faite dans un but d'intérêt public et d'intérêt privé tout à la fois ; elle remédie à une lacune de la législation précédente.

On peut, toutefois, regretter que cette loi soit trop compliquée et que la voie ouverte aux familles, non seulement aux parents en ligne directe, mais à certains collatéraux éloignés, de faire interner par voie de placement volontaire leurs parents dans un établissement avec le seul certificat d'un médecin quelconque qui, parfois, est de connivence avec le directeur de l'établissement ou, dans tous les cas, peut agir dans un simple but d'intérêt personnel et est susceptible de produire un certificat de complaisance sans avoir visité par lui-même la personne qui va être internée, peut donner lieu aux plus graves abus. Cette observation n'a rien d'exagéré, chaque jour les journaux nous révèlent un genre d'exploitation semblable. Le médecin de l'établissement est toujours prévenu par le certificat de son confrère, la manœuvre est jouée. Le malheureux qui, bien souvent, n'a rien de l'aliéné, mais a le seul tort d'être un gêneur pour sa famille, se trouve détenu

comme aliéné. Comment fera-t-il ? Le seul fait de se trouver avec des aliénés sera déjà pour lui une présomption contre son état mental.

Il est toujours difficile de vaincre une présomption, surtout en présence de certificats de médecins. Il est incontestable que, depuis plusieurs années, les médecins aient pris une omnipotence réelle dans la société, à un tel point que l'on peut dire qu'ils en sont les maîtres et que tout doit s'incliner devant l'infailibilité de leur science. Que devient dans ces conditions la liberté humaine, quand un fait humain quelconque peut être assimilé à un fait de démence, et que, d'autre part, tout cela a un but utilitaire : faire prospérer et retirer des bénéfices de l'exploitation du cerveau humain ? Cette digression ne s'applique, bien entendu, qu'aux établissements privés principalement, un peu aussi aux établissements mixtes, c'est-à-dire ceux pour lesquels un ou plusieurs départements ont traité avec un établissement privé pour servir d'établissement départemental.

Ces sortes d'établissements se dédoublent, ils jouent le rôle d'établissements publics et d'établissements privés. Quant aux établissements publics, ils sont hors de cause, la surveillance administrative dont ils sont l'objet leur sort tout soupçon ; en outre, on ne peut reprocher à ceux qui les dirigent un but de spéculation qui, malheureusement, se rencontre trop souvent dans les deux premiers genres d'établissements.

Il semble qu'il y aurait lieu de prendre, en matière de placements volontaires par les familles, de très grandes précautions pour que de véritables séquestrations n'arrivent pas à se produire par une connivence plus ou

moins malhonnête. Le monopole et la direction des établissements d'aliénés par l'Etat devrait s'imposer, il y aurait là une sécurité pour la liberté individuelle.

Ainsi que le disent MM. Aubry et Rau, dans leur opinion sur les effets de la loi du 30 juin 1838 : « Assurer la tranquillité sociale, garantir le repos des familles, faciliter la guérison des individus atteints d'aliénation mentale, tout en sauvegardant leur liberté individuelle et leurs intérêts pécuniaires, tel a été le but de la loi du 30 juin 1838. » Peut-être ce but eût-il été atteint d'une manière plus sûre et plus efficace par une organisation plus simple, et en évitant les nombreuses complications auxquelles donne lieu le système établi par la loi précitée. Il est certain que cette loi a fait beaucoup pour le bien-être général des malheureux aliénés, mais combien de personnes, qui n'avaient aucun prétexte pour se trouver mélangées avec ces malheureux, se trouvent renfermées avec eux grâce au sans-gêne et quelquefois à l'erreur de beaucoup de médecins, à leur mauvais vouloir ou à leur complaisance intéressée avec les familles de ces victimes des placements volontaires dans les établissements privés d'aliénés, victimes qui, si un jour elles peuvent arriver à sortir de ces prisons imméritées, en sortiront diminuées, amoindries, l'essor moral de leurs facultés brisé, et presque toujours avec la honte et l'impossibilité de retrouver une place dans la société, l'ennui de voir leur patrimoine compromis et quelquefois anéanti.

CHAPITRE DEUXIÈME

Analyse de la législation actuelle

§ 1^{er}. — Des établissements d'aliénés ;
de l'autorité conférée au Gouvernement.

D'après le principe et le but de la loi, les aliénés ne doivent plus être considérés comme des êtres à jamais perdus pour le monde, devenus étrangers à l'humanité, mais comme des malades. De là il doit résulter que, selon les propres termes d'un des rapporteurs de la loi, les établissements qui leur sont consacrés ne sont plus des prisons mais de véritables hôpitaux. Les précautions d'une timidité cruelle ne sont plus l'objet direct et exclusif de l'admission, cet objet, c'est la guérison que l'on doit chercher à obtenir. Des conditions hygiéniques spéciales sont reconnues nécessaires. L'espace,

la salubrité de l'air, des divisions intérieures bien entendues, sont les éléments les plus sûrs de la guérison, quand elle est possible, et du repos du malade quand la raison l'a fui sans retour. Ainsi s'exprime M. Vivien, dans son premier rapport, sur le projet qui a abouti à la loi de 1838.

Ces réflexions sont parfaites et nous n'aurions rien à y redire si dans la pratique elles étaient toujours bien observées. Mais là encore n'y aurait-il pas lieu de faire une distinction entre les établissements publics et les établissements privés ? Peut-on dire que dans certains établissements la guérison est toujours le but à obtenir et que tout est mis en œuvre pour l'atteindre ? Bien souvent, un établissement privé ne trouve-t-il pas un véritable bénéfice à maintenir dans ses murs un malade qui, de l'avis de toute personne non prévenue, serait considéré comme guéri et sans danger, mais pour lequel un gros prix de pension est donné chaque année ?

Dans les établissements privés bien souvent l'espace est bien minime et l'homme le mieux portant au bout de quelques jours pourrait vite, non seulement s'ennuyer outre mesure, mais prendre alors une véritable maladie mentale, surtout avec le contact de personnes bien à plaindre et bien malheureuses, mais dont la fréquentation n'est pas précisément agréable et faite pour rehausser le moral d'une personne détenue sans cause et sur un simple certificat d'un médecin, nous ne voulons pas dire malhonnête mais souvent besogneux. Ce médecin-là se rencontre malheureusement trop souvent et l'attestation qu'il donne sur un malade ou sur un pseudo-malade que la famille a intérêt à faire passer

pour tel a autant de force probante que celle d'un médecin honnête et consciencieux et vraiment digne du titre de médecin.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce que le rapporteur de la loi appelle la salubrité de l'air, les divisions intérieures bien entendues. L'air est-il toujours bien salubre ? Et les divisions intérieures bien entendues existent-elles toujours ? Dans beaucoup d'établissements privés sont mélangés ensemble des aliénés de maladies différentes, sans compter ceux qui ne sont pas aliénés et qui sont enfermés comme tels ; on mélange les épileptiques avec les idiots, les hystériques avec les violents ; nous sommes loin des desiderata formulés par le rapporteur de la loi. Il est certain que cet état de choses, qui n'existe pas dans les établissements publics, n'existe pas dans tous les établissements privés, mais il existe, malheureusement, dans plusieurs de ces derniers.

En ce qui concerne l'autorité conférée au Gouvernement sur les établissements publics, M. Vivien, rapporteur de la loi, s'exprime ainsi : « L'autorité conférée au
« Gouvernement sur les établissements publics lui
« donnera le droit d'exiger qu'ils répondent à ces con-
« ditions générales. . . L'industrie privée a des droits
« qui doivent être respectés, mais si l'intervention du
« Gouvernement offre un caractère différent elle doit
« néanmoins tendre au même but. Nous pourrions dire
« qu'elle doit être plus étendue, car aux inconvénients
« graves qui résulteraient d'une administration vicieuse
« et qui doivent être évités partout, les entreprises
« peuvent en ajouter qui leur sont spéciaux. De cou-

« pables connivences pourraient donner la facilité de
« disposer de la liberté d'un parent incommode ou
« ennemi; une lâche cupidité, une méprisable indiffé-
« rence pourraient prolonger une captivité qui doit
« cesser avec la démence. La loi ne peut se mettre trop
« en garde contre ces abus, et le projet propose avec
« raison divers moyens de les prévenir. Ainsi aucun
« établissement privé ne pourra se former sans une
« autorisation préalable, et un règlement d'adminis-
« tration publique déterminera les conditions aux-
« quelles elle pourra être accordée, les cas où elle
« pourra être retirée et les obligations imposées
« aux établissements. Par ce moyen, le Gouvernement
« pourra prescrire toutes les mesures d'ordre public et
« toutes les précautions d'ordre privé. »

Le rapporteur de la loi prévoyait que, malgré les minutieuses précautions qui seraient prises pour sauvegarder la liberté individuelle; des connivences coupables s'établiraient, l'intérêt humain dépassant les meilleures précautions. Ce qu'il y a de mauvais et de répréhensible dans la loi, c'est la grande liberté laissée aux directeurs d'établissements privés de recevoir, moyennant un certificat facile, toute personne sans défense qu'il plaît aux familles de faire séquestrer, sous forme de placement volontaire.

§ 2. — De l'obligation imposée aux départements d'entretenir un établissement public.

L'article premier de la loi du 30 juin 1838 porte que :
« chaque département est tenu d'avoir un établissement
« public spécialement destiné à recevoir et soigner les

« aliénés, ou de traiter, à cet effet, avec un établissement public ou privé, soit de ce département, soit d'un autre département. Les traités passés avec les établissements publics ou privés devront être approuvés par le Ministre de l'Intérieur. »

C'est dans le cours de la première délibération à la Chambre des députés que M. Dufaure fit admettre un amendement qui est devenu l'article premier de la loi. Les projets du Gouvernement et de la Commission distinguaient bien deux sortes d'établissements : les établissements publics et les établissements privés, mais ils se bornaient à placer les premiers sous l'autorité du Gouvernement sans imposer ni à l'État, ni aux départements l'obligation d'en créer. Malgré une opposition très vive, l'amendement fut adopté. Comme le fit observer M. Dufaure, mettre dans la loi que les dépenses sont obligatoires, sans imposer l'obligation de créer des établissements, eût été ne rien faire. Le besoin auquel le législateur voulait pourvoir était d'assurer un traitement convenable aux malheureux plongés dans les cachots ou errant sur les places publiques. La création d'établissements destinés à les recueillir pouvait seule conduire à ce résultat. (Rapport de M. Roussel, annexes p. 33.)

Plusieurs membres de la Chambre des Pairs, estimant que le séjour dans les établissements publics offrait aux aliénés plus de garanties de toutes sortes, proposèrent de n'autoriser les traités avec les établissements privés que pendant un délai de dix années. Cette proposition ne fut pas adoptée, mais contrairement aux conclusions du rapporteur la Chambre décida que ces traités seraient

soumis à l'approbation ministérielle. (Séance du 2 février 1838.)

Il nous paraît fâcheux que l'opinion de la Chambre des Pairs n'ait pas prévalu, l'État offrant plus de garanties de toutes sortes aux aliénés que les établissements privés où domine avant tout un esprit de lucre à quelques exceptions près. Certains établissements privés donnent à ceux qui les dirigent de beaux dividendes qui, bien souvent, ne sont pas en corrélation directe avec les sommes versées par les familles pour le soulagement des personnes internées, on comprend avec quelle facilité on reçoit toute personne accompagnée d'un certificat quelconque dans un établissement privé. C'est une manière plus ou moins honnête de s'enrichir aux dépens de la liberté humaine.

Le but que se proposent les auteurs d'une législation sur les aliénés est double : assurer aux malades un traitement convenable ; garantir la liberté individuelle contre toute tentative de séquestration. Or, l'une des conditions de réussite du traitement est de pouvoir traiter les premières atteintes du mal. Le législateur doit donc faciliter la prompt admission des malades dans les asiles. D'autre part, la liberté individuelle ne peut être sérieusement garantie que si l'internement des malades ou prétendus tels n'est pas trop précipité. Il est difficile de résoudre cette difficulté. Le projet du Gouvernement proposa d'exiger une autorisation du préfet préalablement à l'internement. M. de Gasparin dans son exposé de motifs disait : « L'isolement de « l'aliéné ne doit être effectué, dans aucun cas, sans « l'intervention d'une autorité publique. L'autorité admi-

« nistrative est celle appelée par la nature de ses fonctions
« à l'ordonner. L'ordre des mesures qu'il s'agit de pres-
« crire réunit tous les caractères qui appartiennent aux
« attributions de l'autorité administrative. Il s'agit
« essentiellement de mesures de sécurité publique et
« d'ordre public. Il s'agit de prévenir des accidents
« analogues à ceux que la police administrative embrasse
« dans sa sollicitude. L'action administrative est d'ail-
« leurs toujours soumise à une responsabilité qui ne
« pèse pas sur l'autorité judiciaire. »

La Commission n'adopta pas la proposition du Gouver-
nement. « La Commission accepte toutes les pré-
« cautions qui tendront à faire connaître à l'Adminis-
« tration le placement d'un citoyen dans une maison
« d'aliénés; elle provoque toutes les visites qui ten-
« dent à constater son état mental; elle ne veut pas
« qu'en aucun cas une personne saine d'esprit puisse
« être privée de sa liberté, mais elle ne croit pas qu'il
« soit nécessaire d'exiger, préalablement à l'admission,
« une autorisation de l'Administration. Le but du pro-
« jet est le soulagement des aliénés. C'est contrarier
« ouvertement ce but que de subordonner à un acte de
« l'autorité publique la mesure la plus favorable à la
« guérison. L'isolement est, en effet, le premier et le
« plus énergique des moyens de traitement, il est en
« même temps le plus urgent; un retard de quelques
« jours peut aggraver le mal au point d'en rendre la
« guérison impossible. Dans l'intérêt même de la
« liberté individuelle, l'autorisation du préfet ne doit
« pas être exigée. Si le préfet a donné son autorisa-
« tion, la responsabilité de la famille disparaît et passe

« à l'Administration. (Premier rapport de M. Vivien). »

Ce fut ce dernier système que la Chambre adopta, et dans les discussions suivantes il ne fut plus question de l'intervention préfectorale, mais alors surgît la question de l'intervention judiciaire. Un parti considérable, par la voix de M. Isambert, revendiqua très vivement, pour l'autorité judiciaire, les pouvoirs que le projet du Gouvernement avait voulu conférer au préfet. Sur l'observation faite par M. Vivien que l'autorité judiciaire a le pouvoir d'ordonner la sortie de toute personne détenue dans un établissement d'aliénés, la Chambre rejeta le principe de l'intervention du Tribunal, comme elle avait rejeté celui de l'intervention préfectorale.

Mais les partisans de l'intervention judiciaire revinrent à la charge sur la question des placements d'office. Ils voulaient conférer au Président du Tribunal les droits que la Commission proposait de conférer au préfet en matière de placement rendu nécessaire dans l'intérêt de la sûreté et de la sécurité publiques : « S'il
« y a, dit Odilon Barrot, un principe fondamental dans
« notre droit public et notre droit civil, c'est que l'on ne
« peut toucher à la personne et à la propriété des
« citoyens que par des actes de justice. Vous vous
« rappelez quel scandale a causé la première apparition
« de cette expression : détention administrative ! Je
« conçois très bien que l'Administration et les préfets,
« par mesure de sûreté publique, puissent provisoire-
« ment disposer de la liberté d'un citoyen, mais ce ne
« peut être là qu'une mesure provisoire, une mesure
« de conservation qui, pour se convertir en une sorte

« de détention prolongée, a besoin de la sanction judi-
« ciaire. Eh bien ! je voudrais que la mesure conserva-
« toire appartînt toujours à l'Administration, mais
« qu'elle ne pût se prolonger qu'après une décision
« judiciaire. Je crois que c'est là un principe qui doit
« servir de base à votre loi et que, si vous permettez
« qu'une détention puisse se prolonger indéfiniment,
« même pour cause d'insanité, en vertu d'un simple
« acte d'administration, vous portez atteinte à un prin-
« cipe fondamental de notre droit ». Malgré la solidité
de cette argumentation, la Chambre se rangea à l'avis
de la Commission, considérant comme une garantie
suffisante le pouvoir que possèdent les tribunaux d'or-
donner la mise en liberté des personnes indûment
retenues. (Rapport de M. Roussel, p. 47).

La Chambre des députés avait adopté une disposition
fixant à six mois la durée des effets de l'ordre de place-
ment d'office donné par le préfet. La Chambre des Pairs
estima que cette disposition aurait pour inconvénient
de multiplier à l'infini les écritures, elle la supprima.

§ 3. — De la surveillance des établissements.

L'article 4 de la loi du 30 juin 1838, relatif aux visites
et à la surveillance des établissements, donne lieu à une
vive discussion; Montalembert, l'attaqua au nom de
l'honneur des familles, « qui dépend principalement du
« secret qui sera gardé dans les cas où une guérison
« est possible ou probable. »

On critiqua surtout l'extension indéfinie du nombre

des fonctionnaires ayant qualité pour faire l'inspection des établissements. Les Conseils généraux, consultés sur le projet de loi, après sa première présentation à la Chambre des Pairs, avaient fait observer (bien justement d'ailleurs, l'expérience l'a démontré dans la suite) que l'inspection, disséminée sur tant de personnes, ne serait jamais exercée; le Ministre de l'intérieur soutint, au contraire, que cette inspection multiple était nécessaire pour donner à la liberté individuelle toutes les garanties désirables. « Il faut bien dit-il, donner
« l'entrée de ces maisons à l'autorité judiciaire, pour
« écouter les plaintes contre l'autorité administrative.
« Le maire est également chargé de cette visite; en
« effet, le maire est le désigné de ses concitoyens et
« l'on a trouvé juste de mettre à côté de l'autorité
« administrative un magistrat qui ressortit à la fois de
« la couronne et de l'élection populaire..... Il fallait
« bien aussi donner au préfet le droit de désigner un ou
« plusieurs médecins pour avoir un rapport sur la
« situation des aliénés. » Quant à l'appréhension que l'inspection pourrait ne pas être faite, le ministre estima qu'elle n'était pas fondée, le Procureur de la République étant tenu à une visite trimestrielle. L'avis du ministre a prévalu. On sait combien les critiques faites à l'article 4 étaient fondées! (Rapport de M. Roussel ann., p. 93 et suiv.)

Cet article 4 est ainsi conçu : « Le préfet et les
« personnes déléguées à cet effet par lui ou par le
« ministre de l'intérieur, le président du tribunal,
« le Juge de paix, le Procureur de la République,
« le maire de la commune sont chargés de visiter les

« établissements publics ou privés consacrés aux
« aliénés. — Ils recevront les réclamations des personnes
« qui y seront placées et prendront à leur égard tous
« renseignements propres à faire connaître leur posi-
« tion. — Les établissements privés seront visités à des
« jours indéterminés, une fois au moins chaque tri-
« mestre, par le Procureur de la République de
« l'arrondissement. Les établissements publics le
« seront de la même manière, une fois au moins par
« semestre. »

Il semble, à la lecture de cet article 4, que les garanties les plus minutieuses sont prises pour l'inspection des détenus dans les établissements d'aliénés; en théorie, les plus timorés sur le respect dû à la liberté individuelle devraient être rassurés.

En fait, que se passe-t-il? Toutes les personnes désignées par l'article 4 font-elles l'inspection dont il est parlé? Ce n'est guère probable, d'autant plus qu'aucune date n'est fixée pour cette inspection si ce n'est pour le Procureur de la République, qui visite les établissements privés une fois tous les trois mois et les établissements publics une fois par semestre.

Quant aux membres délégués par le préfet, à qu'elle époque font-ils cette inspection et surtout de quelle manière est-elle faite? Chaque détenu est-il interrogé séparément? Est-il libre de formuler ses plaintes? Les directeurs et médecins n'exercent-ils pas une influence par leur présence et des interrogations hors de propos? Pour que la surveillance des détenus soit effective, il faudrait que les malades ou les détenus soient interrogés individuellement et hors la présence des directeurs, des

médecins, dont l'intérêt dans les établissements privés est d'empêcher la sortie d'une personne qui paye régulièrement sa pension. Bien entendu il n'est pas question en ce moment des établissements publics, où l'intérêt personnel des directeurs et médecins n'est pas en jeu, mais bien des établissements privés pour lesquels l'entrée ou la sortie d'une personne, malade ou non, est une question de gain ou de perte. Ceci paraît outré, mais si une inspection minutieuse était faite à cette heure dans les établissements privés, on serait étonné du nombre des détentions illégales et arbitraires qu'on y rencontrerait et tout cela pour faire des rentes à quelques financiers.

§ 4. — De quelques autres généralités concernant la loi du 30 juin 1838. — Admission des aliénés dans un établissement consacré à d'autres malades. — Administration des biens. — De la sortie prescrite par décision judiciaire.

La question de l'admission des aliénés dans un établissement consacré à d'autres malades souleva de vifs débats dans les deux Chambres et surtout à la Chambre des Pairs. Contre l'interdiction d'admettre un aliéné dans un établissement recevant d'autres malades, on fit valoir qu'une telle interdiction enlevait aux familles la faculté précieuse de cacher leur malheur. « Rien n'intéresse aussi davantage les malades, disait M. Pelet dans son discours lors de la discussion de la loi, que cette faculté de ne pas les mettre dès l'abord dans un

établissement qui se présente à leur imagination sous un aspect effrayant et dégradant. »

Cependant l'opinion opposée triompha. On fit valoir la nécessité, pour les établissements d'aliénés, de dispositions qui ne peuvent exister dans les maisons de santé ordinaires, d'un personnel spécial, d'une surveillance plus efficace, de médecins ayant fait de la pathologie mentale une étude particulière et approfondie. On fit observer que le secret des familles serait moins gardé dans un établissement spécial, on fit observer que tout établissement pourrait recevoir des malades quelconques et des aliénés pourvu qu'il y ait entre ces deux classes de malades une séparation interdisant entre eux toute communication. Pour toutes ces raisons la rédaction de l'article 5 fut adoptée.

Cet article 5 nous dit en effet : « Nul ne pourra
« diriger ni former un établissement privé consacré
« aux aliénés sans l'autorisation du gouvernement.
« Les établissements privés, consacrés au traitement
« d'autres maladies, ne pourront recevoir les personnes
« atteintes d'aliénation mentale, à moins qu'elles ne
« soient placées dans un local entièrement séparé. —
« Ces établissements devront être, à cet effet, spécia-
« lement autorisés par le Gouvernement et seront
« soumis, en ce qui concerne les aliénés, à toutes les
« obligations prescrites par la présente loi. »

En ce qui concerne l'administration des biens des personnes internées, deux systèmes furent en présence ; l'un voulait établir un système analogue à celui de la tutelle : on aurait alors nommé un administrateur provisoire, auquel des pouvoirs auraient été donnés presque

aussi étendus que ceux donnés au tuteur. On voulait, en outre, décider que l'administration provisoire ne pourrait se prolonger au-delà d'une année et qu'au bout de ce laps de temps l'interdiction devrait être prononcée. (Séance des 12 et 13 février.)

Mais les Chambres n'admirent pas cette manière de créer une incapacité absolue contre les personnes internées.

La nomination de l'administrateur provisoire devait-elle être facultative ou obligatoire? M. Portalis se prononça en faveur de l'obligation. Il fit observer que si l'on pouvait retarder indéfiniment la nomination de l'administrateur provisoire, on pourrait faire durer indéfiniment l'état équivoque dans lequel se trouve la personne internée. Mais on lui a répondu que la nomination d'un administrateur provisoire, inutile pour le cas où il n'y aurait pas de biens, serait réclamée dans les autres cas par les familles ou le Procureur de la République. D'autre part, nommer un administrateur provisoire constitue une mesure de publicité de l'état mental du malade, qui peut être sans avantage lorsque la guérison arrive rapidement. Les Chambres admirent le système contenu au projet du Gouvernement, celui de la nomination facultative.

La sortie prescrite par décision judiciaire souleva quelques difficultés sur les conséquences du droit réservé aux tribunaux d'ordonner la sortie immédiate. On fit observer que conférer aux tribunaux le droit de mettre à néant un acte discrétionnaire de l'Administration serait violer le principe de la séparation des pouvoirs et causer des conflits interminables. M. Monta-

livet, ministre de l'Intérieur, montra l'exagération de ces craintes : « Tout le monde est d'accord qu'il faut un
« recours contre la décision discrétionnaire de l'Adminis-
« tration. Quel sera ce recours ? Voilà la question. Veut-
« on, lorsqu'on a donné discrétionnairement à un préfet
« le droit d'arrêter un citoyen, veut-on que la justice
« du pays ne soit pas invoquée et laisser à l'Adminis-
« tration le droit de statuer sur la réclamation des
« citoyens ? Je ne crois pas qu'il s'élève une seule voix
« dans cette Assemblée pour réclamer un pouvoir
« pareil en faveur de l'Administration. Pour notre pro-
« pre compte, si on nous l'offrait, nous le repousserions
« comme un projet funeste. Maintenant quel est le
« recours pour un citoyen lorsqu'on porte atteinte à
« sa liberté ? En réalité, il n'y en a qu'un : c'est la
« justice du pays. C'est là que la liberté individuelle
« trouve sa garantie. »

Les partisans de l'opinion contraire firent remarquer que le préfet pourrait réintégrer l'individu rendu à la liberté, en donnant un ordre d'internement presque aussitôt après la sortie de l'asile. On leur répondit :
« Sans doute, si postérieurement à la décision de l'au-
« torité judiciaire qui a prononcé la mise en liberté d'un
« individu détenu pour aliénation, il intervient de nou-
« veaux faits qui motivent cette mesure, l'Administra-
« tion aurait le droit de faire arrêter de nouveau cet
« individu, d'agir de nouveau sur sa personne selon les
« règles de la loi. Mais, s'il n'intervient pas de nouveaux
« faits, sa liberté, que les tribunaux ont proclamée,
« restera à l'abri de toute atteinte, sans que le préfet ait
« le droit de faire un jugement, sous prétexte d'aliéna-

« tion mentale. Ce serait là de véritables lettres de cachet. (*Moniteur*, 14 fév. 1838.) »

La réclamation judiciaire ayant pour but la sortie de l'établissement doit être portée devant le tribunal du lieu de l'établissement ; comme il s'agit de déterminer l'état actuel de la personne aliénée, ce Tribunal fut préféré à celui du domicile qui avait d'abord été désigné.

Sur une autre question, et en ce qui concerne l'hypothèque sur les biens de l'administrateur provisoire, il y eut désaccord entre les Chambres. La Chambre des Pairs avait donné à l'aliéné une hypothèque légale, la Chambre des députés, refusant de créer une nouvelle classe d'hypothèque légale, supprima cette disposition. Les Pairs s'inclinèrent, mais ils estimèrent qu'on ne pouvait cependant pas priver l'aliéné de toute garantie, ils imaginèrent un système nouveau, le tribunal fut autorisé à constituer, en cas de besoin, une hypothèque judiciaire sur les biens de l'administrateur, hypothèque à la fois facultative, inscrite et spécialisée. cette combinaison fut votée à la Chambre des députés.

En ce qui concerne les dépenses du service des aliénés, la question se posa de savoir à qui elles devaient incomber. Sur ce point, M. Dufaure présenta, dans la séance du 13 avril 1838, des observations qui expliquent très clairement quelle fut l'intention du législateur : « Je prie la Chambre de me permettre de lui dire ce qui s'est passé avant la loi de 1836 dans le Conseil général dont je fais partie. Nous nous sommes dit : Quand l'aliéné n'a pas de fortune pour subvenir aux besoins de son entretien et de sa guérison, les premières personnes qui doivent y subvenir sont évidemment les

« membres de sa famille. Quand la famille ne peut
« fournir ce dont il a besoin, c'est la commune dans
« laquelle il demeure qui doit être sa seconde famille ;
« mais quand la commune elle-même ne peut avoir des
« ressources suffisantes pour venir à son aide, c'est le
« département qui doit fournir les secours. C'est sui-
« vant les mêmes principes que la loi, en disant que le
« Conseil général répartissait la dépense entre les
« communes, a entendu désigner seulement les com-
« munes du domicile des aliénés, elle n'a pas voulu
« dire que le Conseil général pouvait répartir sur toutes
« les communes du département des dépenses qui ne
« devaient regarder que la commune de l'aliéné. »
(Discours de M. Dufaure, *Moniteur* du 14 avril 1838.)

Les règles à établir pour la participation des hospices à la dépense furent aussi exposées par le ministre de l'Intérieur : « Il y a deux classes d'hospices qui
« doivent contribuer : ceux qui traitent les aliénés en
« vertu de titres de fondation, et ceux qui, d'après un
« usage immémorial, sont aussi chargés de ce soin.
« Dans beaucoup de circonstances, l'usage est invoqué
« comme titre. Nous l'invoquons dans celle-ci. Au con-
« traire, on met tout à fait en dehors les hospices qui
« n'auraient reçu des aliénés qu'accidentellement. »
(Séance du 15 avril 1838.)

Enfin, en ce qui concerne la nullité des actes passés par les personnes renfermées dans un établissement, une discussion très vive s'éleva sur l'article 33 du projet de la commission de la Chambre des Pairs, article 33, qui est devenu l'article 39 de la loi. Fallait-il considérer les actes passés par une personne renfermée dans un

établissement d'aliénés, sinon comme radicalement nuls, du moins comme entachés d'une présomption d'insanité? Fallait-il, au contraire, admettre la présomption de validité d'esprit, sauf à ceux réclamant la nullité à prouver que les actes ont été accomplis sous l'empire de la démence.

Le projet de loi fut définitivement voté le 14 juin, par la Chambre des députés, par 216 voix contre 16. Le règlement d'administration publique, prescrit par la loi, fut immédiatement élaboré par le Conseil d'Etat, les résultats de ce travail sont contenus dans l'ordonnance du 18 décembre 1839.

§ 5. — Des établissements créés en vue du traitement
des aliénés.

« Chaque département est tenu d'avoir un établissement public ou privé destiné à recevoir et à soigner les aliénés, ou de traiter à cet effet avec un établissement public ou privé, soit de ce département, soit d'un autre département. » (Art. 1^{er}, loi du 30 Juin 1838.)

Nous avons déjà fait remarquer que cet article 1^{er} divisait en deux grandes catégories les établissements d'aliénés, selon qu'ils sont publics ou privés, les premiers sont créés par les départements et directement gérés par l'autorité publique, les seconds créés par les particuliers avec l'autorisation de l'Administration, restent placés sous sa surveillance.

En second lieu, les dépenses du service des aliénés

sont mis à la charge du département. C'est un principe fondamental de notre droit public que l'assistance publique est communale, ce qui revient à dire que chaque commune est chargée du soin des indigents qu'elle renferme dans son sein. Tous les établissements hospitaliers sont communaux, il n'existe à cette règle que peu d'exceptions; l'une d'elles vise précisément les aliénés dont le soin est mis à la charge des départements; les établissements publics d'aliénés sont départementaux, s'il n'existe pas d'établissement de ce genre dans le département, celui-ci n'en reste pas moins chargé du service des aliénés. Cette exception se justifie facilement, le petit nombre d'aliénés que contient une commune n'est pas une raison suffisante pour que cette commune soit astreinte à des frais considérables, et du reste les établissements d'aliénés ne sont pas, à proprement parler, des établissements hospitaliers. L'on comprend facilement, d'autre part, que la loi s'est contenté de mettre à la charge des communes, une partie des dépenses du service des aliénés.

Il faut remarquer encore qu'en outre des asiles départementaux il y a d'autres établissements publics d'aliénés, la maison de Charenton est un établissement national; les quartiers d'hospice sont des établissements communaux; enfin il y a des asiles autonomes.

L'article 1^{er} de la loi fait une obligation pour le département d'avoir un établissement public spécial, c'est-à-dire exclusivement réservé aux aliénés. Cette expression doit être entendue en ce sens que cet établissement ne peut recevoir que des aliénés, mais peut recevoir tous les aliénés quelle que soit la nature de l'aliéna-

tion. Les idiots, les crétins incurables et les épileptiques doivent donc être reçus dans les établissements publics. Il y a là, bien évidemment, une imperfection de la loi, l'établissement public pouvant devenir à la fois un établissement de traitement destiné aux malades et un établissement de refuge destiné aux incurables. C'est une disposition des plus critiquables et qui est destinée à disparaître si la loi actuelle est jamais réformée.

L'article 1^{er} laisse au département le choix entre plusieurs combinaisons : s'il ne peut entretenir un établissement public il a la faculté de traiter avec un établissement public ou privé, soit de ce département, soit d'un autre département.

§ 6. — Les établissements publics départementaux.

L'article 1^{er} de la loi de 1838 met les départements dans l'alternative ou de fonder un établissement public ou de traiter avec un établissement privé ou public. Le Conseil général a pleins pouvoirs pour se prononcer envers l'une ou l'autre solution, la discussion de la loi est fort nette à cet égard. Le ministre de l'Intérieur interpellé sur l'étendue des droits que l'article 1^{er} conférait aux départements, s'est exprimé ainsi : « La loi a pu imposer aux départements le devoir de soigner les aliénés, mais ensuite, les traitera-t-on dans l'établissement du département ou dans l'établissement d'un département voisin, dans un établissement communal ou dans un établissement privé ? C'est là une question qui doit être laissée à la déli-

« bération des Conseils généraux, c'est là que se produit
« leur liberté. » De même, la circulaire ministérielle du
23 juillet 1838 invitait les Préfets à mettre le Conseil
général en mesure de se prononcer pour l'une de ces
alternatives, afin que le service pût être assuré dès
l'année prochaine. L'indépendance des Conseils généraux à cet égard a été pleinement reconnue par les lois
postérieures, notamment par l'article 17 de la loi du
10 août 1871 : « Le Conseil général statue définitivement
« sur les dépenses des aliénés appartenant au départe-
« tement. » Il en résulte que les établissements publics
d'aliénés sont créés par un vote du Conseil général,
dont la décision n'est soumise à aucune approbation de
l'autorité supérieure.

Si le Conseil général ne croit pas devoir créer un
établissement public, il doit choisir une des deux
combinaisons. Il peut, tout d'abord, provoquer une
entente avec un autre département pour créer un éta-
blissement à frais communs. Les articles 89 et 91 de la
loi du 10 août 1871 permettent aux Conseils généraux
de « faire des conventions à l'effet d'entreprendre à frais
« communs des ouvrages ou des institutions d'utilité
« commune. On ne peut nier que la création d'établis-
« sement commun d'aliénés ne soit l'un des cas dans
« lesquels une entente puisse être provoquée. » (Loi du
« 10 août 1871, art. 89.)

Enfin, le Conseil général a le droit de préférer à la
création d'un établissement qui soit propre au départe-
ment, un traité avec un établissement public ou privé.
Cette combinaison sera évidemment meilleure, dans
tous les cas où le département ne contenant qu'un

nombre restreint d'aliénés, voudra éviter les frais de construction et d'entretien qu'entraîne un établissement spécial. Le département peut traiter soit avec un établissement public, expression qui comprend non seulement les établissements d'autres départements, mais aussi les hospices et hôpitaux ayant un quartier spécial réservé pour le traitement des maladies mentales, soit avec un établissement privé ; par établissements privés il faut entendre exclusivement ceux qui sont organisés conformément à la loi et qui ont obtenu l'autorisation administrative.

Le Conseil général est donc maître de désigner l'établissement public ou privé avec lequel il convient de passer un traité. A cet égard, sa décision a toujours été souveraine.

L'article 1^{er} paragraphe 2 de la loi de 1838 décidait que le traité lui-même devait être soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur, les ministres prétendaient avoir le droit, non seulement d'examiner les conditions relatives aux prix des journées et au régime intérieur des établissements, mais aussi toutes les questions relatives au régime des aliénés. La loi a voulu que l'Administration centrale fût ainsi appelée à examiner toutes les questions qui rentrent dans l'intérêt départemental et se rattachent à l'organisation du service des aliénés, à rechercher si le traité soumis à sa sanction est pour le département la meilleure manière de venir au secours de ses insensés ; à examiner si ce département ne devrait pas plutôt former un asile spécial ; à s'assurer enfin si l'établissement avec lequel il traite offre des garanties suffisantes et s'il est en état de rem-

plir les engagements qu'il contracte. (Circ. min. inter. 31 août 1840).

Cette interprétation de l'article 1^{er} de la loi pouvait s'appuyer sur la discussion de la loi : « Le ministre, dit le rapport de M. Vivien, doit, avant de donner son approbation, rechercher si le traité qui lui est soumis est la meilleure manière dont le département puisse venir au secours de ses aliénés et si l'on ne doit pas plutôt former un établissement spécial. » (Rapport à la Chambre des Députés, séance du 27 mars 1838.)

De cette manière d'interpréter l'article 1^{er}, il résultait que les pouvoirs du Conseil général étaient bien moins étendus en fait que la rédaction de cet article et les débats qui en ont précédé l'élaboration pouvaient le faire supposer.

Sans doute, le Conseil général pouvait opter d'une façon souveraine entre la création d'un établissement ou un traité, mais l'Administration supérieure se réservant le droit de valider ou d'invalider le traité par ce motif « que le département devait plutôt former un établissement spécial » on peut dire, en fin de compte, que l'accord du Conseil général et de l'Administration était nécessaire dans la pratique pour aboutir à une solution.

D'ailleurs, cette question n'a plus d'intérêt pratique par suite des modifications que les lois postérieures ont apportées à la seconde disposition de l'article 1^{er} de la loi de 1838. La mission conférée au ministre de l'Intérieur par cet article, c'est-à-dire l'approbation des traités passés entre les départements et les établissements d'aliénés a été transférée au préfet par le décret du

25 mars 1852 dit de décentralisation administrative (Tabl. A, n° 19). Les lois sur les Conseils généraux du 18 juillet 1866, article 1^{er}, paragraphe 15, et du 30 août 1871 ont donné le pouvoir de statuer souverainement à cet égard.

« Les Conseils généraux statuent définitivement sur
« l'approbation des traités passés avec des établis-
« sements publics ou privés pour le traitement des alié-
« nés du département. (Loi du 10 août 1871, art. 46,
« parag. 17.) » Il en résulte que les pouvoirs du Conseil général sont, sous l'empire de la législation actuelle, singulièrement plus étendus que sous l'empire de la loi de 1838. Cette assemblée est compétente non seulement pour décider si un traité sera passé, mais pour donner au traité conclu la valeur légale qu'il ne pouvait tenir, avant la loi de 1871, que de l'approbation ministérielle ou préfectorale.

A plus forte raison, le Conseil général est-il maître de donner au traité telle durée qu'il convient. Les ministres de l'Intérieur ont, à différentes reprises vivement recommandé aux préfets et aux assemblées départementales de donner à ces traités une durée aussi brève que possible (Circ. minist. intér. 5 mai 1852, et 4 août 1866). Mais ces circulaires ne peuvent valoir en cette matière que comme simples conseils.

Avant d'entrer dans l'exposition des règles relatives à l'administration des établissements, il faut examiner la question préliminaire de leur personnalité morale. Les établissements publics d'aliénés sont-ils des personnes morales ? jouissent-ils d'une vie propre pouvant accomplir directement différents actes de la vie civile, acqué-

rir, recevoir, plaider ? Un avis du Conseil d'Etat du 6 avril 1842, relatif à l'asile des aliénés de Saint-Yon (Seine-Inférieure) a tranché la question dans le sens de la négative. « Vu l'ordonnance du 18 décembre 1839 sur l'administration des établissements publics et privés consacrés aux aliénés et notamment l'article 6 ainsi conçu : « Le directeur est chargé de l'administration intérieure de l'établissement et de la gestion de ses biens et revenus ; — Considérant que l'asile d'aliénés de Saint-Yon de Rouen est un établissement départemental, que le Conseil général, voulant agrandir cet établissement, a demandé que le préfet fût autorisé à faire l'acquisition projetée, que c'est au préfet qu'il appartient de faire, au nom du département, les actes de propriété ; — Considérant, en outre, que les dispositions de l'ordonnance sus-visée ont limité les attributions du directeur de l'établissement à l'administration intérieure de l'établissement et à la gestion de ses biens et revenus. »

Depuis cette époque, le Conseil d'Etat a toujours conservé sa même jurisprudence. D'une part la section de l'Intérieur exige que les départements interviennent dans toutes les affaires administratives : acquisitions, ventes, acceptations de dons et legs concernant ces asiles ; d'autre part, la section du Contentieux ne les a jamais admis à plaider en dehors du département.

Tout en n'ayant pas de personnalité civile, ces établissements ont un budget, le Conseil général statue sur les recettes et les dépenses quelles qu'elles soient des établissements publics d'aliénés appartenant au département, il règle le budget de ces asiles. (Loi 10 août 1871, art. 16, 17).

Un abus s'est introduit à ce sujet dans la pratique administrative, les Conseils généraux ont souvent appliqué à d'autres services le boni des asiles départementaux. Cette pratique est d'autant moins justifiable que les recettes des asiles départementaux sont loin de provenir toutes de fonds départementaux, elles comprennent également le prix des pensions payées par les familles.

Les établissements publics sont administrés, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et des préfets et sous la surveillance de commissions gratuites, par le directeur responsable. Il y a donc dans les établissements publics d'aliénés comme dans les hospices deux autorités différentes : un Conseil investi de la délibération, un Directeur investi de l'action. Au-dessous d'eux sont placés : un receveur chargé de la perception des revenus et du paiement des dépenses, un économe chargé de la comptabilité et un certain nombre d'employés et préposés subalternes ; à côté d'eux un personnel médical chargé du service de santé.

Les règles générales de l'administration des établissements publics d'aliénés sont écrites dans l'ordonnance du 18 décembre 1839. Les dispositions de l'ordonnance ont été développées dans un décret du 20 mars 1857 portant : « Règlement du service intérieur des asiles publics d'aliénés. » Ce règlement modèle n'a pas été imposé d'office à tous les établissements publics d'aliénés. Mais les préfets ont été expressément invités à en adopter autant que possible les dispositions qui seraient applicables aux établissements soumis à leur autorité. En fait, on peut dire que tous les établissements publics

d'aliénés sont soumis au régime organisé par ce décret.

En ce qui concerne la commission de surveillance le nombre des membres devant la composer avait été fixé à cinq par l'ordonnance. Un décret du 28 juillet 1879 a maintenu en principe cette disposition, mais il y a apporté deux dérogations, le nombre des membres de cette commission peut être, lorsque les circonstances l'exigent, porté à sept par décret rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur, en second lieu, lorsqu'à raison des intérêts communs à deux ou plusieurs asiles publics d'aliénés, une seule commission est appelée à exercer les attributions déterminées par la loi et l'ordonnance, un décret rendu sur la proposition du ministre de l'Intérieur peut porter le nombre des membres à neuf ou même à onze.

Les membres des commissions de surveillance sont nommés par les préfets, ils ne peuvent être révoqués que par décision du ministre de l'Intérieur sur le rapport du préfet ; les pouvoirs des membres nommés leur sont conférés pour un délai de cinq années, un membre sortant toutes les années, le conseil se renouvelle donc par cinquième chaque année. Dans le cas où le nombre des membres est de sept, le renouvellement a lieu chaque année par septième ; si le nombre des membres a été fixé à neuf ou onze, aucune disposition ne prévoit le renouvellement, il est à présumer que le décret qui portera le nombre des membres d'une commission à neuf ou à onze résoudra expressément la question du renouvellement. Tout membre peut être renommé. Dans la session ordinaire du mois de décembre la commission désigne au préfet celui de ses membres dont les pou-

voirs sont expirés. Dans la session ordinaire de janvier, c'est-à-dire après que le renouvellement a été effectué, la commission nomme son président ; elle est alors présidée par le membre le plus anciennement en fonctions et en cas de durée égale de fonctions, par le doyen d'âge.

Les commissions de surveillance se réunissent tous les mois. Elles sont en outre convoquées par les préfets et sous-préfets toutes les fois que les besoins du service l'exigent. Dans la première séance de l'année la commission fixe le jour et l'heure de ses séances ordinaires, qui ont lieu nécessairement dans l'intérieur de l'asile, les réunions extraordinaires peuvent être tenues au dehors.

Les délibérations ne sont valables qu'autant que trois membres au moins, non compris le directeur et le médecin en chef, assistent à la séance. Le directeur et le médecin en chef assistent à la séance et ont voix consultative sur toutes les affaires. Néanmoins ils doivent se retirer de la séance au moment où la commission délibère sur les comptes d'administration et sur les rapports qu'elle pourrait avoir à adresser directement au préfet. (Ordonnance de 1839, art. 5, arrêté du 20 mars 1857, art. 5.)

Aucune disposition ne confère au président voix prépondérante au cas de partage, et aucune incompatibilité n'a été déclarée entre les fonctions de membre de la commission et quelque fonction que ce soit, toute latitude est donc laissée ici au préfet, à la différence de ce qui a lieu pour les hospices et hôpitaux, il faut en conclure que les préfets pourraient désigner comme membres des commissions même les fonctionnaires

chargés par l'article 4 de la loi de la visite des établissements; il est cependant peu probable qu'ils agissent ainsi.

Les commissions instituées par l'article 1^{er} de l'ordonnance sont investies d'une double fonction : elles sont chargées d'abord de la surveillance générale de l'établissement ; elles peuvent, pour remplir efficacement cette mission, correspondre directement avec le préfet. Elles sont appelées, en outre, à donner leur avis sur le régime intérieur, sur les budgets et comptes, sur les actes relatifs à l'administration, sur le mode de gestion des biens, les projets de travaux, les procès à intenter ou à soutenir, les transactions, les emplois de capitaux, les acquisitions, les emprunts, les ventes ou échanges d'immeubles, les acceptations de legs, de donation, les pensions à accorder, les traités à conclure pour le service des malades ; en un mot, sur toutes les questions qui intéressent l'établissement. (Ordonnance de 1839, article 1^{er}, 4 et 5). Il résulte de ces dispositions que les commissions de surveillance des établissements publics d'aliénés ont un rôle purement délibératif ; c'est une grande différence d'avec les commissions administratives des hospices et hôpitaux qui délibèrent et administrent tout à la fois. L'administration des établissements publics d'aliénés appartient exclusivement et sous sa seule responsabilité au directeur de ces établissements.

Le directeur est nommé par le ministre de l'Intérieur directement pour la première fois, et quand il se produit une vacance, le ministre choisit entre trois candidats présentés par le préfet ; mais, en même temps qu'il peut

choisir parmi ces candidats, le ministre peut leur préférer un directeur qui ait exercé ses fonctions pendant trois ans au moins dans d'autres établissements. Une fois nommé, le directeur ne peut être révoqué que par le ministre de l'Intérieur, sur le rapport du préfet. (Ordonnance de 1839, art. 3),

Le préfet nomme et révoque le receveur et l'économe ; des doutes s'étaient élevés sur ce point, en raison des termes de l'article 6 de l'ordonnance qui confèrent au directeur le droit de nommer et de révoquer « les préposés de tous les services de l'établissement ». Cependant, en présence de l'article 16 de la même ordonnance qui applique, d'une façon générale, aux établissements d'aliénés les lois et règlements relatifs à l'administration des hospices, la jurisprudence du ministre de l'Intérieur s'était prononcée, dès 1839, en faveur de la nomination par arrêté préfectoral. La question ne peut plus faire de doutes en présence de l'article 5, 4^o du décret du 25 mars 1852. D'ailleurs, en fait, le directeur et la commission de surveillance présentent au préfet une liste de trois candidats.

Le directeur est chargé, sous l'autorité du préfet, de l'administration intérieure de l'établissement et de la gestion de ses biens et revenus. Les principales attributions sont les suivantes : il pourvoit, sous les conditions prescrites par la loi, à l'admission et à la sortie des personnes placées dans l'établissement (Ord., art. 6) ; il est chargé de la police de l'établissement, sauf les droits réservés au médecin en chef (Arr. 20 mars 1857, art. 18) ; il tient, ou fait tenir sous sa responsabilité, les registres prescrits par la loi. (Même décret, article 13) ; il mandate

les dépensés en deniers et vérifie l'état de la caisse à l'époque de la clôture de la gestion et de l'exercice (même décret, art. 15 et 16) ; il surveille les opérations de l'économe (même décret, art. 19) ; il dresse les devis des travaux d'entretien et de réparation des bâtiments (art. 18) ; il réside dans l'établissement et ne peut le quitter plus de deux jours sans l'autorisation du ministre de l'Intérieur (art. 25, ordonnance art. 7) ; enfin, il nomme les préposés de tous les services de l'établissement ; il les révoque, s'il y a lieu. Toutefois, les surveillants, les infirmiers et les gardiens doivent être agréés par le médecin en chef ; celui-ci peut demander leur révocation au directeur ; en cas de dissentiment, le préfet se prononce. (Ord., art. 6.)

Le receveur est exclusivement chargé de la comptabilité des deniers, c'est-à-dire de la perception des revenus et du paiement de toutes les dépenses. Il est tenu d'exercer personnellement sa gestion. Il est soumis aux dispositions des lois relatives aux comptables publics ; sa responsabilité est la même que celle de ces agents ; d'ailleurs et d'une façon générale, la comptabilité des établissements d'aliénés est soumise aux règles de la comptabilité des hospices et établissements de bienfaisance. Dans l'exercice de ses fonctions, le receveur est soumis à la surveillance immédiate du directeur ; cependant, celui-ci n'est qu'un ordonnateur et par conséquent, ne peut s'immiscer dans le maniement des fonds, sous peine de se constituer comptable *ipso facto*, et de se soumettre, par là même, à la responsabilités des comptables occultes.

Le service médical en tout ce qui concerne le régime

physique et moral, ainsi que la police médicale et personnelle des aliénés est placé sous l'autorité du médecin en chef, qui remplit les obligations imposées aux médecins par la loi de 1838 et spécialement : délivre les certificats relatifs à ses fonctions, sans pouvoir être suppléé par le médecin-adjoint, si ce n'est dans le cas d'absence autorisée ou d'empêchement constaté ; règle le mode de placement, de surveillance et de traitement des aliénés ; visite chaque jour les aliénés de toute classe et de toute catégorie ; rédige le rapport semestriel prescrit par l'article 20 de la loi du 20 juin 1838 et, en outre, dans les trois premiers mois de chaque année, rédige un compte rendu du service médical, qui est adressé au préfet après avoir été soumis à l'examen du directeur et de la commission de surveillance. Il est tenu, sauf dispense du ministre de l'Intérieur, de résider dans l'établissement qu'il ne peut quitter pendant plus de vingt-quatre heures. Enfin, il ne peut être intéressé dans la maison, ni attaché soit comme médecin habituel, soit comme médecin consultant, au service médical d'un établissement privé d'aliénés. Un médecin adjoint, un chirurgien, un pharmacien, des élèves internes secondent le médecin en chef dans l'accomplissement de sa tâche et ils sont soumis à son autorité.

L'économe est chargé de la comptabilité-matière, c'est-à-dire de la réception, de la conservation et de la distribution des denrées et objets de consommation. Il est chargé, en outre, de veiller à l'entretien et à la conservation du mobilier dont il dresse l'inventaire général. Comme le receveur, il est soumis aux règles générales de la comptabilité publique et au contrôle du

directeur auquel il remet, dans les trois premiers mois de l'année, son compte de gestion. Ce compte, soumis à l'avis de la commission de surveillance, doit être approuvé par le préfet. En fait, les fonctions de receveur et d'économe sont généralement exercées par la même personne.

Aux termes de l'ordonnance de 1839, les médecins en chef et adjoints devraient être nommés par le ministre de l'Intérieur, cette attribution a été transférée au préfet par le décret du 25 mars 1852. D'ailleurs, les préfets ne font cette nomination qu'après en avoir référé au ministre de l'Intérieur, et les élèves internes sont nommés par le préfet, sur la présentation du directeur et du médecin en chef; ils sont également révoqués par lui.

L'article 13 de l'ordonnance confère au ministre de l'Intérieur le droit d'autoriser et, au besoin, d'ordonner d'office la réunion des fonctions de directeur et de médecin. Cette disposition, dont l'autorité supérieure fait une application fréquente, a pour but d'éviter les froissements qui peuvent se produire entre les deux fonctionnaires et mettre obstacle à la bonne gestion de l'établissement. D'ailleurs, il est bon, comme on l'a fait justement observer, que dans un asile d'aliénés tout converge vers un seul et même but : le traitement des malades. Il est clair qu'un directeur-médecin sera plus apte à accomplir cette tâche qu'un directeur-administrateur. En fait, plus de trente établissements sont dirigés par des médecins; la séparation des fonctions de directeur et de médecin n'existe pas dans plus de douze asiles.

Avant la loi du 10 août 1871, on ne doutait pas que

l'Administration seule eût le droit de régler le mode de nomination du personnel médical, et notamment de subordonner cette nomination à un concours. En fait, des concours avaient été ouverts dans plusieurs asiles, surtout pour la nomination des internes. L'article 45 de la loi du 10 août 1871, en autorisant les conseils généraux à déterminer les conditions auxquelles sont tenus de satisfaire les candidats aux fonctions rétribuées sur les fonds départementaux, a-t-elle modifié cet état de choses ? Un décret du président de la République, sur l'avis du Conseil d'État a décidé le contraire.

« Considérant que cette disposition de la loi du
« 10 août 1871 laisse intacts les pouvoirs et les attri-
« butions conférés à l'autorité publique, en ce qui
« concerne les asiles publics d'aliénés, par la loi de 1838
« et l'ordonnance de 1839, en ce que, conformément à
« cette dernière ordonnance, les médecins de ces éta-
« blissements devaient être nommés par le ministre de
« l'Intérieur, que si le décret de décentralisation du
« 25 mars 1852 a transféré de l'autorité supérieure au
« préfet, sur la présentation du chef de service, le droit
« de nomination, le préfet agit alors comme représen-
« tant du pouvoir central et non comme administrateur
« du département ; considérant d'ailleurs que les
« médecins des asiles sont rétribués sur les fonds de
« l'établissement ; que ces fonds proviennent, non seu-
« lement de prix de journées payés par le département
« pour ses malades indigents, mais encore des subven-
« tions des communes, du contingent des familles et
« du produit du pensionnat ; que dès lors ces agents ne
« peuvent être considérés comme rétribués sur des fonds

« exclusivement départementaux, dans le sens de « l'article 45 de la loi du 10 août 1871. »

Les agents des établissements publics d'aliénés, qu'ils soient agents administratifs ou médecins, ne reçoivent aucune attribution de l'État. Il sont payés sur les fonds des asiles provenant des diverses sources mentionnées plus haut, ils n'ont droit à aucune pension de l'État; seuls, le directeur et le médecin en chef, dont les traitements sont soumis à une retenue au profit du département, reçoivent une pension départementale. Dans le cas où ils changent d'asile les retenues, versées par eux au département où ils résidaient, sont transférées à la caisse du département où est situé le nouvel établissement dans lequel ils sont appelés à exercer leurs fonctions. L'obligation de payer la pension incombe alors au nouveau département.

Dans quelles conditions un établissement public d'aliénés peut-il être supprimé? Le Conseil général qui peut créer un établissement peut-il le supprimer de la même façon? Avant la loi du 18 juillet 1866, on ne pouvait résoudre cette question que par la négative. D'une part, en effet, l'article 29 de la loi du 10 mai 1838 décidait « que les changements de destination des édifices et bâtiments doivent être approuvés par une « ordonnance royale, le Conseil d'État entendu ».

La loi du 18 juillet 1865, d'autre part, conférait au Conseil général le droit de prononcer la désaffectation des édifices, mais permettait à l'autorité supérieure de suspendre l'effet de la délibération; enfin la loi de 1871 permettait aux Conseils généraux de statuer sur le changement de destination, entr'autres des édifices dépar-

tements, les frais relatifs aux édifices départementaux ; ayant cessé d'être obligatoires, il en résulte nécessairement que le Conseil général a pouvoir pour supprimer comme pour créer les établissements publics d'aliénés départementaux.

Disons un mot des établissements d'aliénés qui, sans être dépendance du département, sont néanmoins compris dans la désignation d'établissements publics et assimilés pour presque tout ce que l'on peut en dire aux établissements départementaux.

Nous avons dit que ces sortes d'établissements comprenaient la maison nationale de Charenton, les quartiers d'hospice et les asiles autonomes.

La maison d'aliénés de Charenton appartient à l'État, elle est nationale ; c'est, par conséquent, un établissement général, elle est régie par l'ordonnance de 1841, comme tous les établissements généraux de bienfaisance. Laquelle ordonnance a créé un conseil supérieur composé de vingt-quatre membres nommés par le Président de la République, chargé de surveiller les établissements généraux de bienfaisance. Ce Conseil constitue une assemblée purement consultative, il donne son avis sur nombre de sujets concernant les établissements publics, pour lesquels il est compétent : budgets et comptes, rapports des directeurs, projets de constructions et de grosses réparations de bâtiments, acceptations de dons et legs et tous actes de la vie civile. Le Conseil est encore chargé de présenter au ministre de l'Intérieur ses vues sur les améliorations concernant la direction morale et le régime intérieur dont les établissements lui paraissent susceptibles.

Comme pour les établissements départementaux, à la tête de la maison d'aliénés de Charenton est placé un directeur chargé de l'administration intérieure et de la gestion des biens et revenus de l'établissement, tout comme nous l'avons vu à propos des asiles appartenant aux départements.

La comptabilité des hospices fournit toutes ses règles à celle de cet établissement de Charenton. Le directeur est assisté d'une Commission consultative dont les membres sont nommés par le Ministre, suivant les besoins du service.

L'asile de Charenton ne reçoit aucun malade indigent, c'est-à-dire aucun malade gratuitement, cette règle est, toutefois, une simple règle admise pour le budget de l'asile, car, le Gouvernement y entretient des bourses, ce qui arrive au même résultat pratique que si l'asile recevait des indigents, mais la différence est grande au point de vue du budget et des comptes.

Dans les hospices civils, il y a parfois une partie spéciale qui est séparée de façon à en obtenir l'isolement complet et qui est destinée uniquement aux aliénés, c'est ce que l'on nomme des « quartiers d'hospice ».

Nous avons remarqué précédemment que les premières mesures prises envers les aliénés le furent en les comprenant dans la classe des vagabonds ou mendiants. Au ^{xvii}^e siècle, où, du reste, vagabondage et mendicité étaient confondus, on créa des hôpitaux généraux pour la répression de la mendicité, et l'on y fit ou installa un quartier spécial pour cette catégorie de vagabonds qui étaient les aliénés, catégorie tout à fait spéciale, ne pouvant être confondue avec les autres. De nos jours,

nous l'avons vu, l'aliéné est reconnu comme un véritable malade, mais les quartiers d'hospice sont restés ; en 1838, on en comptait vingt-quatre. La loi de 1838 n'a pris, envers eux, aucune disposition particulière, elle les a admis purement et simplement à la qualité d'établissements spéciaux pour les aliénés. Et cela fut fait à dessein. La loi imposait au département la création d'un établissement spécial pour ses aliénés, il est vrai que des traités pouvaient y suppléer ; néanmoins la création des établissements était le but désiré, aussi pour ne pas rendre aux départements cette obligation impossible à remplir par suite des dépenses trop lourdes que son exécution pouvait occasionner, on fut amené à s'accommoder de toutes les installations, même les plus défectueuses, pourvu que la lettre de la loi ne fut pas violée.

La loi de 1838 a autorisé implicitement la création de nouveaux quartiers d'hospice et l'article 12 de l'ordonnance de 1839 dispose qu'il ne pourra être créé dans les hospices civils des quartiers effectués aux aliénés qu'autant qu'il sera justifié que l'organisation de ces quartiers permet de recevoir et de traiter cinquante aliénés au moins. Quant aux quartiers déjà existants mais ne pouvant pas recevoir le nombre de malades fixé, l'ordonnance décide qu'il sera statué ultérieurement sur leur maintien par le ministre de l'Intérieur.

Les quartiers d'hospice n'ont ni directeur, ni commission de surveillance indépendamment du directeur et de la commission de l'établissement principal. Pour y suppléer, l'article 11 de l'ordonnance a décidé que « les commissions administratives des hospices civils qui ont formé ou qui formeront à l'avenir dans ces éta-

« blissements des quartiers affectés aux aliénés, sont
« tenues de faire agréer par le préfet un préposé respon-
« sable qui sera soumis à toutes les obligations impo-
« sées par la loi du 30 juin 1838. Dans ce cas, il ne sera
« pas créé de commission de surveillance. Le règlement
« intérieur des quartiers consacrés au service des alié-
« nés sera soumis à l'approbation du ministre de l'Inté-
« rieur conformément à l'article 7 de cette loi ».

Les obligations que le préposé responsable endosse sont toutes celles des formalités relatives à l'admission des malades, à leur sortie, l'exécution des ordres des préfets et les communications à leur faire, soit de la part de l'établissement, soit de la part des aliénés (requêtes ou réclamations des aliénés). Ce sont les médecins qui sont préposés en même temps que chefs du service médical.

Toutefois, les prérogatives du préposé, l'autorité qui lui est octroyée n'est pas en rapport avec sa responsabilité. Il est un principe que toute mesure qui est exécutée par les soins d'un agent responsable ne doit pas être prise sans que cet agent ne soit au moins consulté, de là cette conséquence que le préposé responsable devrait pouvoir assister aux séances de la commission administrative de l'hospice, chaque fois, au moins, que cette commission délibère sur un sujet relatif au quartier d'hospice, mais il n'en est pas ainsi dans la plupart des établissements. Dans la plupart des hospices aussi, le personnel attaché au quartier y est nommé sans que l'on ait demandé l'avis du préposé, auquel il serait juste au moins de ne pas imposer des subalternes qu'il ne voudrait pas admettre et dont il est responsable ainsi

malgré lui. Quelquefois, lorsque le préposé n'est pas le médecin chef du service, le préposé responsable est un des agents de l'hospice, sous la domination de la commission administrative, de sorte que ce préposé finalement est tout à fait hors d'état de remplir les fonctions comme l'ordonnance aurait voulu qu'elles fussent exercées.

Les quartiers d'hospice doivent nécessairement fonctionner assez mal, le préposé ayant des pouvoirs trop restreints, ou, s'il est un des subordonnés de la commission administrative, n'ayant en fait aucun pouvoir. Cet inconvénient est grave et absolument contraire à l'esprit de la loi de 1838, mais il n'est malheureusement pas le seul. Le quartier d'hospice reste dépendant comme bâtiments, aménagement, etc., de l'hospice général; l'exiguïté des locaux ou la mauvaise installation passent bien plus facilement inaperçus que si l'on se trouvait en présence d'un établissement isolé. Et même, un établissement uniquement destiné aux aliénés, même un établissement privé ne peut résister très longtemps à la pression de l'Administration ou aux réclamations des intéressés ou de leurs familles et refuser des améliorations ou des agrandissements nécessaires, mais les quartiers d'hospice n'étant qu'une minime partie d'un grand établissement, ne sont guère l'objet d'améliorations autres que celles faites pour la généralité de l'hospice.

Quelquefois même, les malheureux aliénés ne sont pas l'objet de soins suffisants; demandant des soins spéciaux, on ne leur donne guère que les soins auxquels le personnel est habitué pour les malades en général.

mais les économies réalisées sur les aliénés se confondent dans le budget général, et, au lieu, d'être consacrées aux aliénés, profitent aux autres malades, car souvent ces derniers ne procurent aux hospices que peu de bénéfices, pour ne pas dire plus, car l'hospice doit être établissement de bienfaisance.

Le projet de loi nouvelle voté par le Sénat, s'il arrive au but, mettra fin à cet état de choses en assimilant les quartiers d'hospice aux établissements indépendants, ces quartiers devront être alors organisés comme ceux-ci, tout au moins la commission administrative de l'hospice devra faire un budget spécial et remplir les fonctions que remplit le directeur d'un établissement spécial, et l'excédent des recettes ne pourra pas être distrait du service des aliénés.

Une dernière classe d'établissements publics en dehors des asiles départementaux, c'est celle des asiles autonomes. On peut citer : Aix, Armentières, Bailleul, Bassem, Bordeaux, Cadillac et l'asile Saint-Pierre à Marseille. Pour ces asiles, on ne peut que regretter l'absence de toute disposition leur donnant une situation nette et bien définie. Leur condition juridique est assez obscure, ce sont des établissements indépendants, aucune administration n'a sur eux d'autorité, il faut cependant qu'ils subsistent, et on ne leur reconnaît pas la personnalité civile, ils sont incapables d'accomplir les actes de la vie civile. C'est une situation anormale. Provisoirement, et cet état provisoire peut durer encore bien longtemps, l'Administration les soumet aux Conseils généraux pour l'accomplissement des actes qui leur sont nécessaires. Mais, de cette façon de procéder résulte

un assez grave inconvénient. Le département fixe à ces établissements des prix de journée (prix qu'une journée d'aliéné est censée coûter) inférieurs au prix coûtant.

C'est une cause de pertes sensibles qui entravent des améliorations, parfois même des améliorations indispensables. C'est un abus incontestable, le Conseil général peut agir de cette façon-là envers l'asile départemental, il peut lui interdire de faire des bénéfices, car le déficit possible sera comblé par les fonds du département, les réparations urgentes seront payées de la même façon si on trouve vide la caisse des asiles, mais ceux dont nous nous occupons, étant autonomes, sont exclusivement limités à leurs ressources propres, leur interdire des bénéfices honnêtes, leur imposer des pertes à plus forte raison, c'est les supprimer insensiblement, suppression que le Conseil général est tout à fait mal fondé à opérer de cette façon. Un grand asile a-t-il réussi à se constituer une importante réserve ? Cette façon de faire l'oblige à l'entamer chaque année, c'est la ruine forcée après un laps de temps que l'on peut même mathématiquement déterminer, c'est une suppression définitive après un délai fixé.

Dans le nouveau projet de loi déjà voté par le Sénat, le ministre de l'intérieur fixerait dorénavant le prix de la journée, cela semble plus juste, on ne voit pas quelle dépendance on peut établir sérieusement entre ces asiles et le Conseil général.

§ 7. — Des établissements privés.

L'initiative privée en matière d'aliénés peut arriver au même but que l'initiative publique, puisque cela est légalement permis, nous aurons donc à nous occuper de ces établissements privés destinés à recevoir les aliénés. Pour se former, il faut tout d'abord l'autorisation de l'autorité publique, l'autorité qui est compétente c'est le préfet du département du lieu de l'établissement à former auquel le fondateur adresse une demande qui doit être accompagnée de pièces justificatives, établissant : 1° qu'il est majeur et exerce ses droits civils ; 2° qu'il est de bonne vie et mœurs (certificat délivré par le maire de la commune ou de chacune des communes où il aura résidé depuis 3 ans) ; 3° qu'il est docteur en médecine.

Dalloz (Rép. Aliénés, n° 82) admet que la privation de l'exercice de quelques-uns des droits civils pourrait ne pas être un obstacle à ce que l'autorisation fût accordée. Il est certain, qu'en fait, le Gouvernement, le préfet peut autoriser qui bon lui semble, sans qu'il y ait contre sa décision un recours quelconque devant une juridiction, nous sommes en présence d'un acte de pure administration qui n'est susceptible d'aucun recours contentieux, mais l'ordonnance de 1839 serait complètement méconnue, car elle exige expressément que le directeur ait l'exercice de ses droits civils, soit comme garantie pour les familles des aliénés, soit par ce motif qu'il n'est pas logique de permettre d'exercer pour un établisse-

ment quelconque des droits dont on n'a pas pour soi-même l'exercice complet.

Quant au certificat de bonne vie et mœurs, il est certain qu'en soi c'est une bonne mesure, mais il est non moins certain qu'en fait c'est une formalité superflue, l'enquête administrative le remplace avantageusement.

Il n'est pas interdit à celui qui n'est pas médecin de fonder un établissement d'aliénés, mais il lui est alors nécessaire de joindre à sa demande l'engagement d'un médecin se chargeant du service médical et déclarant accepter toutes les obligations spécialement imposées de ce chef par les lois et règlements. Le médecin sera agréé aussi par le préfet qui conserve toujours le droit de le révoquer, la révocation toutefois ne serait définitive que si elle était agréée par le ministre de l'Intérieur.

La demande doit renfermer de nombreuses instructions, notamment sur le nombre et le sexe des pensionnaires que le futur établissement pourra contenir; sur l'eau, qui doit être toujours de bonne qualité et en quantité suffisante, sur les locaux, sur la séparation complète des quartiers des aliénés si l'établissement ne leur est pas uniquement consacré, sur l'absence des causes d'insalubrité dans le voisinage, sur les bonnes mœurs et la sécurité assurées dans l'établissement; un plan joint à la demande complète toutes ces indications. La séparation requise doit être complète, non seulement entre les aliénés et les autres malades de l'hospice, mais entre les aliénés des deux sexes, entre les enfants et les personnes âgées, entre les convalescents et les malades, entre les paisibles et les agités.

L'ordonnance, pour le cas où le directeur de l'établissement ne pourrait tenir ses engagements vis-à-vis des pensionnaires, l'oblige à fournir un cautionnement afin d'assurer la satisfaction des besoins des aliénés. On a critiqué cette disposition disant qu'une simple ordonnance du Gouvernement ne pouvait ni imposer une telle obligation au directeur, ni créer un privilège sur le cautionnement, il faut un texte législatif pour créer un privilège; mais à cela on a répondu que l'ordonnance était un règlement d'administration publique, c'est-à-dire qu'elle a été rendue sur l'avis du Conseil d'Etat, en vertu de la délégation confiée au pouvoir exécutif par l'article 6 de la loi du 30 juin 1838. « Des règlements
« d'administration publique détermineront les condi-
« tions auxquelles seront accordées les autorisations
« énoncées en l'article précédent, les cas où elles pour-
« ront être refusées et les obligations auxquelles seront
« soumis les établissements autorisés. »

Le cautionnement est fixé à un chiffre suffisant pour assurer le besoin des aliénés pendant un mois, temps absolument nécessaire pour prévenir les familles en cas de mort ou de cessation de fonctions du directeur et leur donner le temps de retirer leurs membres, l'article 23 de l'ordonnance du 18 décembre 1839 décide que le cautionnement sera versé en espèces, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Si l'autorisation est refusée, il n'y a pas de recours possible contre l'Administration, car c'est là ce que l'on appelle un acte purement discrétionnaire, acte de pure administration, il n'est pas possible de l'attaquer par voie contentieuse; du reste cela est fort nécessaire

puisque c'est le résultat nécessaire de la faculté, que l'autorité possède, d'apprécier si le requérant possède bien les qualités nécessaires à un directeur d'asile d'aliénés, appréciation qui ne saurait être soumise aux tribunaux ; il ne reste que le recours gracieux ou hiérarchique au ministre qui est le supérieur du préfet.

Sur les établissements privés, l'Etat ne possède aucun droit de direction, il n'a que celui de surveillance, il ne peut s'immiscer dans leur administration sauf en ce qui concerne la sûreté des aliénés et l'accomplissement des conditions légales ou de celles que l'autorisation impose au directeur.

Parsuite, il n'y existe pas de commission de surveillance comme pour les établissements publics. Toutefois, le Gouvernement a essayé de faire entrer cette institution dans l'organisation de ces établissements, une circulaire ministérielle dont le sort n'a pas été heureux, puisqu'elle n'a abouti, depuis 1860, qu'à faire admettre la commission que dans de rares établissements, a prescrit la formation de telles commissions dans tous. (Circulaire du 15 juin 1860.) Il ne semble pas que les commissions créées d'après cette circulaire aient produit un bien appréciable.

L'article 30 de l'ordonnance impose au directeur et au médecin la même obligation de résidence que pour les établissements publics.

Toute augmentation dans le nombre des pensionnaires doit être autorisé quand il en résulte que le nombre fixé par l'autorisation se trouve dépassé, le directeur doit indiquer combien de malades il veut admettre en plus, et justifier d'agrandissements et de

toutes mesures rendues nécessaires par suite de cette augmentation de pensionnaires. Il est statué sur cette nouvelle demande par le préfet, en vertu du décret du 25 mars 1852, qui a attribué ce droit au préfet, aux lieu et place du ministre auquel ce droit était réservé auparavant par l'ordonnance.

Si le service d'un établissement vient à être suspendu le préfet peut, à l'effet de remplir les fonctions de directeur, constituer un directeur provisoire auquel, sur mandat du préfet, il est versé tout ou partie du cautionnement déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations. Pour éviter cette nomination d'office, il est toutefois loisible au directeur de faire, à l'avance, agréer par l'Administration une personne qui se chargera de le remplacer dans le cas où il viendrait à cesser ses fonctions par suite de suspension, d'interdiction judiciaire, d'absence, de faillite, de décès ou pour toute autre cause.

Le remplaçant agréé est alors, dans le cas où se produit la cessation de fonctions du directeur, substitué au directeur lui-même, il en a tous les devoirs et toutes les responsabilités.

Cette gestion provisoire ne peut toutefois excéder un mois sans autorisation spéciale du préfet.

Les héritiers ou ayants cause du directeur, pendant ce délai d'un mois pendant lequel dure la direction provisoire que nous venons de mentionner, doivent présenter un nouveau directeur ; à défaut de ce faire, la sanction est rigoureuse, l'autorisation est rapportée de plein droit et l'établissement fermé.

Outre ce cas, où l'autorisation est rapportée *de plano*

il y a des cas où l'autorisation peut être retirée en dehors de toute cessation de fonctions de directeur quand il y a eu infraction aux lois et règlements sur la matière et notamment : 1° Si Directeur est privé de l'exercice de ses droits civils ; 2° s'il reçoit un nombre de pensionnaires supérieur à celui fixé dans l'ordonnance ; 3° s'il reçoit les aliénés d'un autre sexe que celui fixé sur l'ordonnance ; 4° s'il traite des maladies autres que celles qu'il a déclaré vouloir traiter dans l'établissement ; 5° si les dispositions des lieux sont changées ou modifiées, de manière qu'ils cessent d'être propres à leur destination, ou si les précautions prescrites pour la sûreté des personnes ne sont pas constamment observées ; 6° s'il est commis quelque infraction aux dispositions du règlement du service intérieur, en ce qui concerne les mœurs ; 7° s'il a été employé à l'égard des aliénés des traitements contraires à l'humanité ; 8° si le médecin agréé par l'administration est remplacé par un autre médecin sans qu'elle ait approuvé le choix ; 9° si le directeur contrevient aux dispositions de l'article 8 de la loi du 30 juin 1838 ; 10° s'il est frappé d'une condamnation prononcée en exécution de l'article 41 de la même loi. Quand il y a lieu de prononcer la révocation, une instruction est ouverte pendant laquelle le préfet peut suspendre provisoirement le directeur et le directeur provisoire le remplacera conformément à l'article 26 de l'ordonnance. Le retrait de l'autorisation a lieu par décret, et le décret du 27 mars 1852 n'a pas compris ce retrait parmi les pouvoirs transférés du ministre au préfet. Pas plus que l'autorisation, le retrait n'est susceptible d'aucun recours

contentieux, c'est un acte de pure administration.

Les établissements privés sont sujets à être visités par les mêmes personnes que les établissements publics, la loi de 1838 a soumis ici au même traitement les établissements privés et publics les établissements privés sont donc sujets à des visites indéterminées une fois au moins chaque trimestre par le Procureur de la République de l'arrondissement (Art. 4). La mesure étant la même, les mêmes critiques que nous avons examinées à propos des établissements publics ont ici leur place, nous ne les redirons pas.

Il faut, par contre, examiner quels sont les pouvoirs que peuvent exercer toutes ces personnes dont parle l'article 4 de la loi du 30 juin 1838. Le second paragraphe du projet portait : « Les fonctionnaires chargés
« de visiter les asiles doivent recevoir les réclamations
« des personnes qui y sont placées et prendre à leur
« égard tous renseignements propres à faire connaître
« leur position. » Un député, M. Dubouchage, proposa de conférer aux personnes de l'article 4 le droit de faire des enquêtes, le rapporteur à ce sujet fit des observations et sur la demande du ministre, la proposition fut retirée.

« Les fonctionnaires chargés des inspections, dit le
« rapporteur, appartenant soit à l'ordre administratif,
« soit à l'ordre judiciaire auront, chacun dans leur
« sphère, le droit de faire connaître les abus et même
« de les réprimer directement. » — « Les personnes
« admises dans les établissements, dit à son tour le
« ministre, ont deux catégories d'observations à faire :
« premièrement, les observations générales portant sur

« le régime de la maison, sur ce régime qui aura été
« introduit par des règlements d'administration publi-
« que. Eh bien ! dans ce cas, le rapport sera fait à
« l'autorité administrative qui a dans ses mains tout
« pour réprimer les abus. Il y a ensuite une autre
« espèce d'examen à faire : celui qui a rapport aux
« personnes. Pour celui-là, supposez qu'une plainte,
« qu'un soupçon arrive à l'esprit du visiteur. A qui va-
« t-il s'adresser ? Aux autorités compétentes, ainsi, s'il
« y a abus administratif, l'administration locale est là ;
« s'il y a une enquête judiciaire à faire, elle rentre dans
« le domaine des tribunaux. Nous croyons donc que
« l'article proposé par le Gouvernement et auquel la
« commission a bien voulu donner son suffrage remplit
« parfaitement le but qu'on s'est proposé. »

Sur ces observations, M. Dubouchage retira son amendement.

Le second paragraphe de l'article 4 fut d'autre part rejeté comme inutile ; donc il ne peut y avoir d'hésitation, les fonctionnaires chargés de l'inspection ne possèdent pas le droit de faire des enquêtes, ils doivent s'adresser à l'autorité compétente.

Le préfet peut déléguer quelqu'un pour visiter les établissements publics. Citons à ce propos les explications fournies devant la Chambre des Pairs : « Le préfet
« désignera d'une manière permanente le sous-préfet,
« qui est le chef de l'Administration dans l'arrondisse-
« ment, afin qu'il s'assure, par des visites fréquentes, de
« l'exécution des prescriptions de la loi dans l'établisse-
« ment dont il s'agit, si l'ordre y est complet, si les
« soins sont donnés avec exactitude. Il pourra ensuite

« y avoir des délégations spéciales pour des visites
« accidentelles dans des cas et pour des causes acci-
« dentelles, relativement à telle ou telle disposition à
« introduire dans le régime de l'établissement, dans la
« construction même des établissements publics direc-
« tement par l'Administration, ou à imposer aux direc-
« teurs des établissements privés. »

L'état de choses établi par la loi de 1838 était insuffisant, aussi bien du reste pour les établissements publics que pour les établissements privés. La création de nombreux asiles fit comprendre de plus en plus l'insuffisance de cette inspection. Un décret du 26 novembre 1848, réorganisant l'inspection générale, créa une section spéciale pour le service des aliénés. Cette section était composée de trois membres choisis parmi les médecins ayant exercé pendant cinq ans dans un asile public d'aliénés, comprenant au moins cent malades.

L'inspection générale du service des aliénés remplace certainement avec avantage le contrôle de commission de surveillance irresponsable ou l'inspection de fonctionnaires locaux qui, malgré toute leur bonne volonté, manquent des connaissances théoriques et pratiques que demanderait la mission dont on les a chargés. Le décret de 1848 ne fit que remettre en vigueur une institution qui débutait quand survint la loi de 1838. A cette époque, on venait de créer une inspection des aliénés dont la direction avait été donnée à Ferrus, un célèbre aliéniste. Un arrêté ministériel du 24 août 1838, réorganisait l'inspection générale laissa dans une situation à part l'inspection générale des aliénés représentée par un inspecteur général.

Un décret du 15 janvier 1852 remania de nouveau le cadre des inspecteurs généraux et pour ce qui nous concerne, créa un inspecteur de première classe, un de deuxième et un inspecteur-adjoint.

Sous tous les régimes l'inspection générale des aliénés n'a produit que peu de résultats, les décrets de 1848 et de 1852 ne confèrent aux inspecteurs qu'un pouvoir délégué, ils ne pouvaient juridiquement guère faire davantage, en vertu de la loi de 1838; les inspecteurs n'agissent donc pas en leur nom personnel, ils n'ont aucun droit propre, leur nomination ne leur confère que le titre de délégué. Ils agissent en vertu d'une délégation spéciale du ministre, sans laquelle la porte des établissements pourrait leur être fermée ils ne pourraient pour aucune raison se la faire ouvrir. L'inspection se faisait à une époque fixe, au mois de mai et non à une époque indéterminée comme la loi de 1838 le décide, et c'est un motif pour lequel cette inspection ne produisit jamais, tant qu'elle subsista telle quelle, que des résultats médiocres.

Un décret du 25 septembre 1879 a supprimé la section des aliénistes pour la confondre avec celle des établissements de bienfaisance. Deux médecins aliénistes qui devaient être désignés par un concours étaient obligatoirement compris dans le nombre des membres de cette section; mais survint de suite un second décret, le 8 avril 1880, qui supprima le concours et un troisième décret du 31 mars 1883, a supprimé l'obligation de comprendre deux médecins aliénistes dans la section de bienfaisance, En fait un seul aliéniste nommé inspecteur au seul concours qui eut lieu en 1879 fait partie de l'inspection générale.

Le projet voté par le Sénat apporte du reste en cette matière une amélioration efficace.

Il faut ajouter, en ce qui concerne la surveillance, que, dans un certain nombre de départements, les conseils généraux ont organisé une surveillance spéciale des établissements publics, en votant des fonds nécessaires pour le traitement d'un inspecteur départemental nommé par le préfet, en vertu de l'article 4 de la loi. Mais il n'y a rien d'uniforme, dans quelques départements, les fonctions de l'inspecteur consistent presque uniquement à faire des enquêtes sur les ressources des familles indigentes qui sollicitent l'internement de quelqu'un de leurs membres, dans ces conditions, il faut rattacher de telles fonctions à un tout autre ordre d'idées que celui d'assurer le bon traitement des aliénés.

Il faut citer des mesures répressives prises contre certaines infractions prévues par la loi de 1838, ces mesures consistent dans des pénalités de cinq jours à un an d'emprisonnement et de 50 à 3.000 francs d'amende. Ce sont des délits au point de vue pénal.

§ 8. — Des placements dans les établissements publics et privés. — Garanties de la liberté individuelle.

Une distinction fondamentale semble résulter tout de suite de la loi de 1838, laquelle distingue les placements volontaires et les placements d'office.

Il est volontaire, le mot l'indique, quand il a lieu sans l'intervention de l'autorité administrative, il est forcé

quand, par suite du danger qu'offre pour la sécurité publique un aliéné dont la folie est dangereuse ; l'Administration ordonne son internement. Mais le placement d'office ne peut s'appliquer qu'aux fous dangereux, pour ceux qui sont inoffensifs, le placement volontaire est seul possible. L'internement, du reste, est une mesure qui est indépendante totalement de l'interdiction, un fou interdit peut être laissé en liberté, et un fou non interdit doit être interné, la raison de ceci est facile à comprendre : l'internement est une mesure d'utilité sociale, l'internement protège la société ou la famille contre le fou dangereux ou contre les embarras que cause l'inoffensif, et assure aux deux un traitement rationnel de leur maladie, l'interdiction tend au contraire à un tout autre but, protéger les intérêts pécuniaires du fou contre lui-même ou de la famille contre le fou. Le fou même inoffensif a besoin d'être soigné, sa maladie demande constamment la surveillance et les soins de praticiens spécialistes, son internement est donc utile pour tous et même indispensable pour quelques-uns, pour ceux dont les moyens sont insuffisants pour leur assurer un traitement parmi leur famille et pour ceux qui tout en ayant ce moyen, constitueraient une charge trop lourde pour leurs parents. Le placement volontaire, loin d'être l'objet de mesures de rigueur doit être favorisé, mais, à l'encontre de cette conclusion rationnelle et indéniable, il se trouve un grave inconvénient que crée l'intérêt, mobile le plus fréquent des actes humains, qui n'est pas à blâmer quand il s'exerce d'une façon légitime, mais qui a une puissance tellement forte sur la volonté qu'on ne peut en faire abstraction ;

l'on est donc obligé d'être rigoureux pour éviter des séquestrations arbitraires redoutables d'autant plus qu'elles revêtent toujours le caractère d'une séquestration juste et bien motivée.

La personne qui requiert le placement volontaire a toute liberté pour choisir son établissement, qu'il soit privé ou public, peu importe.

Quiconque peut demander l'entrée d'un aliéné dans un établissement. En effet, tandis que l'article 29 de la loi de 1838 contient l'énumération limitative des personnes qui peuvent demander la sortie de l'interné, l'article 8 ens'occupant du placement ne nous fournit aucune énumération analogue. On en conclut, par un raisonnement *a contrario*, que le droit de demander le placement n'est pas limité quant aux personnes qui peuvent le demander, non seulement les parents auxquels ce droit doit être accordé au premier chef, mais les amis, les voisins et en général toutes personnes peuvent intervenir.

Cette sollicitude envers un aliéné admise officiellement même de la part d'un étranger semble bien extraordinaire ; il ne faut pas exagérer ce caractère de bizarrerie, l'on ne se trouve plus ici, comme en matière de droits pécuniaires, en face d'une maxime qui défend à quelqu'un de s'occuper d'autre chose que des affaires qui le regardent, la loi a voulu que le fou puisse être soigné sans retard, l'état de folie est du reste un fait apparent, qui frappe tout le monde, et l'on admet l'intervention d'une personne quelconque parce que l'on a craint que la famille, soit incurie, soit absence ou éloignement, n'agisse pas.

Mais l'aliéné lui-même peut-il demander son interne-

ment ? Il est guère probable qu'il le fasse, mais il peut le faire, donnant au milieu de sa folie une preuve de lucidité et de sagesse ? La raison de douter provient de ce que tout le système des articles 8 et suivants de la loi ne parlent que de l'internement demandé par une autre personne, elle provient encore de ce que l'internement ayant pour effet de modifier la capacité juridique de celui qui en est l'objet, on aboutirait à admettre que quelqu'un peut demander lui-même la diminution de sa capacité ; or, on ne saurait indubitablement admettre quelqu'un à demander son interdiction ou qu'il lui soit nommé un conseil judiciaire. On a répondu à ces raisons, d'abord, en disant que le législateur n'a pas prévu ce cas, réellement extraordinaire, et qu'il a statué suivant l'expression admise « *De plerumque fit* », et contre la seconde objection, on a dit que le but était ici, non une diminution de la capacité, mais le traitement des malades ; qu'il faut comparer ici un aliéné qui demanderait son propre internement non à quelqu'un qui demanderait son interdiction, mais à un malade qui demande à être soigné, à un malade qui demande à être admis dans un hospice ou dans un hôpital.

Mais revenons au cas le plus ordinaire, celui où le placement est demandé par un autre que l'aliéné même ; l'intervention du premier venu ici n'est pas si dangereuse qu'on le suppose. La demande de placement faite par la famille doit être, à certains points de vue, encore [plus suspectée ; du reste, l'intervention d'un étranger sera rare en matière de placement volontaire, l'étranger agira plus volontiers pour faire opérer un placement d'office, si le fou est dangereux, et il restera inactif dans le cas contraire.

Quelques personnes auraient voulu que le placement volontaire ne pût être fait sans une autorisation de l'autorité administrative ; quand fut présenté le projet de loi, le gouvernement s'était bien trouvé de cet avis, il exigeait le consentement du préfet, mais par suite de la remarque qui fut faite qu'il fallait éviter le retard que des formalités administratives pourraient apporter à l'internement et que, d'autre part, la responsabilité de la famille, en cas de séquestration non justifiée, demeurerait pleine et entière si l'Administration n'intervenait pas, l'exigence du consentement du préfet disparut de la loi.

Mais le placement volontaire doit réunir certaines conditions destinées à empêcher, dès le début, les abus les plus faciles qui auraient pu se produire. Ces conditions sont l'accomplissement de certaines formalités que l'on peut distinguer en formalités ayant pour but de constater l'individualité de celui qui demande l'admission et qui en devient responsable, et en formalités destinées à établir l'individualité de celui dont l'admission est demandée afin de prévenir le danger des substitutions des personnes ; et enfin en formalités tendant à établir nettement la réalité et le caractère de l'aliénation mentale de celui dont l'admission est demandée. Les directeurs ou les préposés des établissements publics ou privés sont constitués vérificateurs pour constater l'accomplissement de toutes les formalités requises et ne doivent, s'ils ne veulent engager leur propre responsabilité, recevoir aucune personne dont le dossier manquerait des pièces exigées.

Examinons les formalités requises.

D'abord celles établissant l'identité de celui qui demande l'admission.

Il faut une *demande d'admission* contenant les nom, profession, âge, domicile de la personne requérante, cette demande doit indiquer le degré de parenté qui existe entre celui qui fait la demande et celui dont l'internement est demandé. Cette demande doit être écrite et signée par celui qui la fait, si celui-ci ne sait pas écrire, elle est reçue par le maire ou le commissaire de police qui en donne acte. Dans le cas où la demande est écrite directement par celui qui en est l'auteur, le chef ou le préposé de l'établissement d'aliénés est tenu, sous sa responsabilité, de se renseigner sur l'individualité du signataire. Si la demande est faite par le tuteur d'un interdit, celui-ci doit fournir un extrait du jugement d'interdiction. Les moyens quelconques seront employés par ceux qui reçoivent la demande pour se renseigner, aucun ne leur est imposé, c'est là une responsabilité très étroite.

Formalités tendant à établir l'identité de celui dont l'admission est demandée :

Cette identité doit être établie par des pièces propres à constater l'individualité de l'aliéné. Les directeurs ou préposés ont encore ici toute latitude d'appréciation. En revanche, leur décision est, à leur égard, la source d'une très grave responsabilité ; aussi, pour eux, les actes de l'état-civil sont insuffisants, vu la facilité avec laquelle on peut se les procurer.

Formalités tendant à prouver la réalité et le caractère de l'aliénation mentale :

Il faut la production d'un certificat médical qui doit constater l'état mental de la personne à placer, indiquer les particularités de sa maladie et conclure à la nécessité de faire traiter la personne désignée dans un établissement d'aliénés et de l'y tenir renfermée. Ce certificat ne peut être admis s'il a été délivré plus de quinze jours avant sa remise au chef ou au directeur ; il est signé d'un médecin attaché à l'établissement ou si le médecin signataire est parent ou allié au second degré inclusive-ment des chefs ou propriétaires de l'établissement ou de la personne qui fait effectuer le placement. Cette disposition s'applique également aux établissements publics et aux établissements privés.

Quand l'établissement d'aliénés est un quartier d'hospice, le médecin qui donne ses soins aux malades ordinaires et aux aliénés ne pourrait signer le certificat, mais s'il s'agit d'un médecin qui ne s'occupe que des malades ordinaires, il faut bien lui accorder ce droit car il y a, en fait, deux établissements bien distincts, quoique juxtaposés.

Aujourd'hui, il n'existe plus de diplôme d'officier de santé, mais les officiers de santé existant avant l'abrogation de ce grade ont continué de subsister, un officier de santé peut-il signer un certificat ? La loi dit qu'il faut la signature d'un médecin, un officier de santé est un médecin, il n'est pas docteur en médecine, il semble donc qu'un officier de santé puisse satisfaire à l'exigence

de la loi. On a opposé la loi du 19 ventôse an XI dont l'article 27 dispose : « Les fonctions de médecins ou de « chirurgiens appelés par les tribunaux ou chargés par « des autorités administratives diverses ne pourront être « remplies que par des médecins ou chirurgiens reçus « dans les formes nouvelles. » Cet article ne nous parle que de médecins appelés par l'autorité administrative ou judiciaire et dans notre hypothèse il s'agit seulement de médecins choisis par les particuliers ; du reste, la loi ne parle que de médecins, on doit donc admettre le certificat d'un officier de santé.

Sur cette question de certificat nous ferons remarquer une distinction entre les établissements publics et les établissements privés. Les directeurs des premiers peuvent seuls, et en cas d'urgence seulement, admettre un aliéné sans certificat. Cette admission immédiate n'est du reste établie que pour les fous furieux et est simplement destinée à être préliminaire à un placement d'office. Dans ce cas, le certificat doit-il être fourni ultérieurement ?

Il faut bien ne pas oublier qu'il ne peut être ici question que d'un asile public, ou par conséquent les garanties offertes à la liberté individuelle sont bien grandes, et que l'internement ayant été effectué aura donné lieu à une visite dans les trois jours au plus tard, le certificat devient inutile. L'article 12 de la loi, du reste, n'exige la transcription du certificat que dans le cas où il a dû être fourni, cet article 12 semble ainsi par cette réserve du cas où il n'a pas dû être fourni, renvoyer à l'article 8 qui vise le cas d'urgence où le certificat n'est pas produit.

Le placement d'office est l'application du droit que possède la société de se défendre contre ses membres dangereux. La société, bien évidemment, n'a ici qu'un droit de défense, non de punition, elle ne doit donc pas imposer à l'aliéné des privations au-delà de ce qui est strictement nécessaire à sa sécurité, il se justifie encore par l'intérêt du malade, intérêt qui est principal dans le placement d'un fou paisible mais qui est secondaire ici, car le placement d'office n'est établi que pour les fous dangereux.

Le placement d'office de nos jours, tout en étant bien différent de ce qui se passait auparavant, à ses origines dans ce qui se pratiquait avant 1838. Au moyen-âge et jusqu'avant 1789, la société ne pouvait se baser que sur son droit de défense pour justifier les mises au cachot ou en prison des fous dangereux. Mais les conditions dans lesquelles étaient faites ces mises en captivité étaient déplorables, elles n'étaient réglementées par aucune règle et n'offraient ni garanties, ni contrôle. Le droit intermédiaire par la loi des 16-24 août 1790, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, avait octroyé à l'administration municipale le droit de remédier aux dangers que faisait courir aux gens la liberté laissée aux fous dangereux ; cette loi, il est vrai, ne permettait que des mesures provisoires, mais elle les permettait sans contrôle, l'internement pour cause d'aliénation de gens ne l'étant pas du tout était possible, d'autres fois, au contraire, l'administration municipale se montrant peu diligente, n'intervenait que trop tard, quand le fou avait commis déjà des excès irréparables. Jusqu'en 1838, il est donc juste de dire que, en ce qui concerne les aliénés, il y avait dans notre droit une lacune complète.

Jusqu'à cette époque on ne pouvait guère trouver que l'institution de l'interdiction protégeant le fou contre lui-même et qui pouvait être appliquée dans tous les cas, le fou furieux pouvait être enfermé, mais le fou pacifique était abandonné totalement si la famille ne voulait ou ne pouvait s'occuper de lui. L'internement lui-même consistait simplement à enfermer le furieux dans une maison de répression ; par négligence, la société punissait en même temps qu'elle se défendait, elle outrepassait ses droits.

Aujourd'hui, le placement d'office ne demande aucune intervention des tribunaux, un internement ordonné par un tribunal revêtirait trop souvent le caractère pénal aux yeux du public, l'administration est chargée de faire enfermer les aliénés dangereux, le préfet de police à Paris et les préfets dans les départements ordonnent le placement d'office dans un établissement d'aliénés de tout individu qui se trouve dans un état mental compromettant l'ordre ou la sécurité, et cela sans qu'il y ait à examiner la question d'interdiction ou de non interdiction.

Comme autrefois, l'administration municipale, en cas de danger imminent, attesté par la notoriété publique ou par un certificat de médecin, a le droit de prendre des mesures conservatoires immédiates, mais ce ne seront que des mesures provisoires, dans les vingt-quatre heures le préfet doit être averti et celui-ci doit statuer sans délai. Dans aucun cas, ne peut toutefois se produire l'abus des temps précédents, jamais un aliéné ne peut être enfermé dans une prison ou mélangé avec des individus enfermés en vertu de la loi pénale ; il en est

de même quand on les transporte dans l'asile ou l'hôpital où, désormais, ils seront gardés. Si dans la commune il n'y a aucun établissement hospitalier, provisoirement ils seront renfermés dans une hôtellerie ou un local loué par le maire à cet effet. S'il y a un établissement hospitalier, celui-ci est tenu, en vertu des articles 18 et 19, de conserver provisoirement l'aliéné ; enfin, s'il y a un établissement d'aliénés, le maire fera interner immédiatement, vu l'urgence, l'aliéné non muni d'un certificat et, quand cet internement est requis par cette autorité, le directeur est obligé de recevoir l'aliéné à titre provisoire.

Dans le cours des discussions préliminaires à la Chambre des Députés, on a insisté particulièrement sur ce séjour accidentel dans les hospices ou hôpitaux pour en faire ressortir ce caractère accidentel et temporaire, l'aliéné ne pourra jamais y être maintenu pour y recevoir un traitement d'une manière permanente. Cette crainte de nos législateurs est, du reste, chimérique, les hospices ont l'air de fort peu aimer ces malades de passage, il a fallu, pour que les hospices consentent à satisfaire à cette obligation, l'exigence de l'Administration. Des circulaires ministérielles (18 septembre 1838, 6 juin 1854, 15 janvier 1866) ont insisté pour que les hospices s'exécutent et ordonné au préfet d'avoir strictement la main à faire observer la loi. Ce séjour a été fixé par la dernière circulaire citée à un maximum de quinze jours.

Il faut souvent que le maire use de rigueur pour arriver à faire garder provisoirement le fou dans une hôtellerie ou dans un local d'un particulier, souvent il

sera obligé d'user du droit de réquisition qui lui est conféré en cas d'accident ; si l'hôtelier ou même le simple particulier requis refuse son concours pouvant le donner, il devient passible d'une amende de 6 à 10 francs, en vertu du paragraphe 12 de l'article 475 du Code pénal.

Les placements d'office ne sont faits que pour les fous dangereux, la question de déterminer si un fou est dangereux et nécessite un placement d'office est une question de l'appréciation absolue de l'autorité administrative, de là, il résulte que le préfet peut ordonner le placement d'office lors même qu'il n'y a pas de danger immédiat.

Les sous-préfets ne peuvent être substitués aux préfets, la loi confère à ces derniers seuls l'autorité nécessaire pour ordonner les placements d'office, les sous-préfets sont les subordonnés hiérarchiques du préfet et la loi n'a pas parlé d'eux. Il est certainement hors de doute qu'ils ne puissent se substituer aux maires en cas de péril imminent.

Les préfets usent de leur droit d'ordonner le placement d'office assez peu volontiers, ils n'ordonnent l'internement que s'ils ne peuvent faire autrement. Cette façon d'agir est cependant opposée au but de la loi, lequel est de donner à son représentant un droit et en même temps lui créer une obligation d'assurer le repos public. On ne peut que regretter la nécessité financière qui oblige le préfet à épargner les ressources départementales ; la commune dans le cas d'indigence est tenue, il est vrai, de subvenir en partie aux frais de l'aliéné, mais le département reste tenu de compléter l'insuffisance de la contribution communale ou même de la suppléer totale-

ment. La commune appelée du reste à payer ne peut refuser de le faire en attaquant l'ordre de placement d'office, acte de pure administration qui n'est susceptible d'aucun recours par la voie contentieuse.

Entre les placements volontaires, résultant seulement de l'initiative privée et les placements d'office, résultant de l'initiative de l'Administration, on peut ranger les placements des indigents non dangereux dans lesquels intervient l'autorité préfectorale, mais celle-ci ne fait que certifier l'indigence et ne constitue pas le placement d'office.

La conversion d'un placement volontaire en placement d'office est possible.

Le préfet auquel appartient le droit d'ordonner le placement d'office est celui du département où se trouve le fou au moment où il devient dangereux, et quand l'internement a eu lieu, c'est le préfet du département du lieu de l'asile qui est compétent pour recevoir toutes communications ou prendre toutes décisions relatives à l'aliéné; du reste, si l'aliéné avait été interné provisoirement dans un établissement autre que celui où il doit demeurer, il doit être transféré dans l'établissement du département où il doit demeurer, le ministre de l'Intérieur ne peut se refuser à consentir à cette translation que s'il y a impossibilité absolue ou si le transfert serait dangereux soit pour l'aliéné, soit pour la sécurité publique.

Quand il y a eu placement d'office, les familles peuvent demander l'admission dans un établissement privé, si cette demande n'est pas faite, le placement d'office doit être fait dans l'établissement départemental ou dans

celui avec lequel le département a conclu un traité, c'est un des buts de la loi de 1838 que chaque département ait charge de ses aliénés et les aliénés du département sont au premier chef ceux qui sont l'objet d'un placement d'office. Il ne s'en suit pas que l'établissement public ne soit tenu de recevoir que ces aliénés-là, il ne doit pas refuser les aliénés placés volontairement moyennant un prix de pension; le paragraphe 2 de l'article 25 de la loi consacre évidemment cette obligation en décidant que les aliénés dont l'état ne compromet pas l'ordre public ou la sécurité des personnes, sont également admis dans ces établissements; si les aliénés paisibles peuvent être reçus, *a fortiori* les aliénés dangereux pourront l'être par placement volontaire. Une fois l'internement opéré, la loi continue de s'occuper de l'aliéné et elle a établi une série de mesures, les unes communes aux deux sortes de placements, les autres spéciales à l'une ou à l'autre.

Le placement est-il volontaire, dans les vingt-quatre heures un bulletin d'entrée contenant indication de toutes les pièces produites est, avec un certificat du médecin de l'établissement envoyé au préfet, soit directement si l'établissement est situé au chef-lieu, soit par le sous-préfet ou le maire de la commune, lesquels alors immédiatement doivent le transmettre au préfet. Le préfet auquel est fait cet envoi est exclusivement celui dans le ressort duquel se trouve l'établissement et non celui dont dépend l'aliéné, cela s'explique par ce que le préfet du lieu de l'asile est celui qui a mission de faire toutes constatations légales et d'ordonner, s'il y a lieu, la mise en liberté.

Si le placement est fait dans un établissement privé, dans les trois jours de la réception du bulletin d'entrée, le préfet charge un ou plusieurs hommes de l'art de visiter la personne internée désignée par ce bulletin et de dresser un rapport sur le champ. Le préfet peut en outre leur adjoindre telle autre personne qu'il lui plaira de désigner.

L'expression « hommes de l'art » peut donner lieu à la même discussion que celle examinée déjà en ce qui concerne la distinction possible entre les docteurs et les officiers de santé, la solution doit être la même.

Dans les établissements publics la contre-visite n'est pas ordonnée par la loi, qui se contente du certificat exigé par l'article 11, car le médecin de cet établissement a un caractère officiel qui offre une garantie suffisante. Toujours dans les trois jours de la réception du bulletin, le préfet donne, par voie administrative, connaissance des nom, prénoms, domicile, profession de l'individu interné et de celui qui a demandé le placement au Procureur de la République de l'arrondissement du domicile de l'aliéné et à celui de l'arrondissement de l'établissement, cette notification administrative est obligatoire quel que soit l'établissement.

Enfin, quinze jours après le placement, les chefs d'asiles d'aliénés doivent adresser au préfet de leur département un nouveau certificat du médecin chef de service contenant les indications précises de la maladie, confirmant le premier certificat, le complétant ou le rectifiant d'après les observations faites depuis l'entrée du malade et surtout celles concernant le genre de la maladie et la fréquence des accès. Sur le vu de ce second certificat le

préfet sera renseigné sur le besoin qu'il y a de continuer la séquestration ou sur l'utilité d'ordonner la sortie, le préfet peut toujours rechercher en tout temps ces renseignements, mais la loi les lui impose cette première fois.

§ 9. — De la sortie des personnes internées.

Quand la guérison est obtenue, la cause de la détention cessant, son effet doit cesser également, il faut rendre le malade guéri à la liberté à laquelle il a droit ; la sortie demande cependant des formalités, lesquelles varient suivant que le placement fut volontaire ou forcé.

Dans le cas de placement d'office, aucun particulier quel qu'il soit, n'a le droit de requérir directement la sortie du malade, peu importe même la proximité du degré de parenté entre le requérant et l'ex-aliéné ; c'est une disposition rigoureuse, les particuliers peuvent seulement agir par voie judiciaire et alors le tribunal peut, par jugement, ordonner la sortie qui alors sera immédiatement effectuée en dehors de l'intervention même du préfet. A part ce moyen, les parents ou amis conservent le seul droit de s'adresser au préfet pour l'éclairer sur la situation de l'aliéné ; ils peuvent solliciter du préfet la sortie, mais ils n'ont pas le droit de réquisition.

Quand il s'agit d'un placement volontaire, l'article 14 de la loi énumère certaines personnes pouvant requérir la sortie sans avoir aucun avertissement à donner à l'Administration et sans que le médecin leur ait donné avis ; ou ait déclaré la guérison. Mais les personnes

munies de ce droit ne sont pas aussi nombreuses que celles pouvant demander l'internement, elles sont limitativement énumérées par l'article 14. 1° Le curateur nommé selon la disposition de l'article 38; ce curateur est nommé, en effet, pour avoir soin et veiller sur la personne du malade, de façon à ce qu'à aucun moment la détention ne puisse devenir arbitraire; 2° l'époux ou l'épouse et 3° à défaut de l'époux ou de l'épouse les ascendants, à défaut des ascendants, les descendants; 4° la personne qui a fait la demande d'admission, mais le droit pour celle-ci de demander la sortie peut être annihilé par l'opposition d'un parent, lequel peut déclarer s'opposer à ce que l'interné sorte sans le consentement du conseil de famille; 5° enfin toute personne peut demander la sortie si elle est à cela autorisée par le conseil de famille.

Dans les deux cas de placement volontaire et placement d'office, le législateur a eu cependant une crainte d'où est résulté un droit accordé aux tribunaux de l'ordre judiciaire, les familles peuvent être négligentes, soit même rester inactives à dessein, l'autorité administrative souvent est trop occupée pour prendre d'elle-même l'initiative de la sortie; enfin l'autorité administrative quand elle a seule pouvoir d'ordonner la sortie peut se refuser à le faire, et maintenir la séquestration; pour remédier à ces inconvénients possibles, la loi a placé un arbitre entre l'autorité et la famille, et même entre la famille et tous ceux qui s'intéressent à l'aliéné. Cet arbitre a été tout indiqué par un principe, la liberté individuelle reste placée sous le domaine de l'autorité judiciaire à laquelle doit être réservée la

solution définitive. On peut donc se pourvoir devant le tribunal civil pour obtenir la sortie d'un aliéné, les personnes qui peuvent introduire l'instance sont indéterminées, l'article 29 cite d'abord l'aliéné lui-même, son tuteur si l'aliéné est mineur, son curateur, tout parent et tout ami ; la demande faite au tribunal du lieu de l'établissement donnera lieu à des vérifications, et, si le tribunal le juge opportun à la sortie de l'aliéné ; celui qui a fait la demande de placement et, même d'office, le Procureur de la République, protecteur légal des incapables, peuvent se pourvoir contre la décision du tribunal.

Dans le cas d'interdiction, la demande ne peut être faite que par le tuteur de l'interdit.

La procédure devant le tribunal est sommaire, c'est du reste un acte de juridiction gracieuse, la décision par suite n'est pas motivée. La décision intervient sur simple requête, elle est rendue sans délai en chambre du conseil. Tous actes concernant cette instance sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Pour faciliter le recours à l'autorité judiciaire, aucune requête, aucune réclamation qui est adressée à celle-ci ne peut être supprimée ou retenue par le chef d'établissement sous peine de se voir appliquer les pénalités du titre III. Le droit de s'adresser à la justice est donc un droit bien plus étendu que celui de requérir la sortie, cela se comprend bien parce que toute réquisition régulière aboutit à la sortie, il n'en est pas de même du recours au tribunal, ce recours ne fait qu'attirer l'attention du tribunal sur un état de choses pour lequel il est libre de prendre ou de refuser la mesure réclamée.

Toutefois, nous avons vu qu'en cas d'interdiction, le droit de mettre en mouvement l'autorité judiciaire appartient uniquement au tuteur de l'interdit, pourquoi une si grande rigueur ici, tandis qu'en dehors de ce cas on accorde une très grande latitude ? L'interdit, lui-même, son conjoint même ne peuvent demander la sortie par ordre du tribunal. On ne peut guère justifier cette rigueur, si elle a été prise seulement en vue de ne pas agir en dehors du tuteur, la loi aurait abouti en déclarant que le tuteur devra être mis en cause pour lui permettre d'exposer ses motifs de s'opposer à la sortie. Il semble, toutefois, bien peu logique d'admettre que l'article 29 paralyse, au cas d'interdiction, le droit du Procureur de la République lui-même, l'on ne doit pas admettre qu'il ne puisse pas s'adresser à la justice.

La demande émanée de l'aliéné lui-même ne constitue pas une requête ordinaire, la loi ne l'a, du reste, pas appelée de ce nom, elle est encore moins une demande ordinaire laquelle est formulée par exploit d'huissier, du reste, le fou enfermé ne peut être tenu à accomplir des formalités qu'il n'est pas en son pouvoir de remplir, il ne lui sera pas nécessaire d'agir par ministère d'un avoué, il pourra toujours, s'il le peut, agir par l'intermédiaire de cet officier ministériel, mais une demande faite de n'importe quelle manière, par simple lettre, devra être considérée comme suffisante. La demande de sortie faite au tribunal quel qu'en soit, du reste, l'auteur est sujette à cette procédure spéciale que nous avons relatée, elle ne peut comme question préjudicielle ou comme demande reconventionnelle, être jugée selon la forme de la demande principale, il y aura néces-

sairement disjonction et chaque demande suivra son cours régulier. La décision intervenue qui rejette la demande est susceptible d'appel, cela a été expressément reconnu par M. Vivien, rapporteur, l'appel est suspensif à moins d'exécution provisoire ordonnée.

Mais rien ne s'oppose à ce que l'auteur d'une demande rejetée en fasse postérieurement une autre, il ne peut y avoir ici d'autorité de chose jugée, il est même douteux que l'autorité de chose jugée puisse s'appliquer ici, car on ne trouve pas de ressemblance avec un procès véritable, et, en tous les cas, la situation du malade peut s'être améliorée, la nouvelle demande peut être justifiée plus que l'ancienne.

Les actes concernant la demande, dit l'article 29 de la loi, seront visés pour timbre et enregistrés en débet, ce n'est pas toutefois que le fisc perde ses droits, la loi de 1838 a voulu que le manque de ressources pécuniaires ne fut pas une entrave à une mesure destinée à respecter la liberté humaine, mais le fisc ne perdra que ce qu'il sera strictement obligé de perdre, le requérant qui succombe reste débiteur envers le Trésor qui le fera payer s'il a des ressources : cela ne peut être douteux, mais dans le cas où la requête émane de l'aliéné lui-même elle est rejetée, il est peu juste de lui faire payer les frais occasionnés par un acte de démence; si la demande est admise, ni le requérant ni l'aliéné ne peuvent être obligés de payer, car le procès, en quelque sorte, se trouve gagné contre l'Administration.

Sauf le recours devant l'autorité judiciaire aucune autre réclamation n'est possible contre les décisions du préfet, un Conseil général ne saurait être admis à dis-

cuter l'usage qu'a fait le préfet des articles 18 et 19 de la loi de 1838, et la discussion, *a fortiori*, ne saurait être portée au Conseil d'Etat.

On peut prévoir qu'une sortie ayant été ordonnée par le tribunal, le préfet ordonne de nouveau le placement d'office de la même personne dans un établissement ; on a eu crainte de voir se produire ici une série indéfinie d'entrées et de sorties par suite d'un conflit ; il faut cependant ne pas être influencé par une telle crainte, il faut compter sur la modération et la sagesse des pouvoirs publics, et s'il y a un nouveau placement ordonné ce sera parce que des faits nouveaux l'ont motivé en indiquant une réapparition de l'état antérieur.

§ 10. — Séjour des malades dans les établissements

Pendant le temps que dure l'internement, il y a lieu de veiller à ce que le malade reçoive les soins que comporte son état. C'est pourquoi le législateur a organisé tout son système de surveillance et d'inspection que nous allons étudier.

L'article 7 de la loi était fort incomplet, laissant à chaque établissement le soin de s'élaborer un règlement intérieur sans aucune réserve de l'approbation ministérielle, autant valait dire que de ce chef chaque établissement était libre d'agir à sa guise. Le 20 mars 1857 parut un règlement du service intérieur des asiles publics d'aliénés, ce règlement, son titre l'indique, n'est applicable qu'aux établissements publics d'aliénés, en principe il ne l'est pas aux établissements privés, en fait toutefois

il leur est appliqué par suite de cette circonstance que l'administration, usant de son pouvoir discrétionnaire, refuse son autorisation aux établissements privés si les dispositions principales du règlement officiel n'y sont pas adoptées. Les principales mesures concernant les soins à donner aux pensionnaires ou autres aliénés sont les suivantes : obligation pour le médecin en chef de visiter les aliénés au moins une fois par jour ; seul le médecin en chef est apte à désigner les travaux auxquels chaque malade pourra être employé, seul également il a le droit d'ordonner l'application des moyens de contrainte et les douches ; défense est faite aux infirmiers et infirmières d'infliger aux malades quelque punition que soit et, à bien plus forte raison, des mauvais traitements. Le décès doit être suivi de l'autopsie, sauf opposition de la famille. Le décès par mort violente, meurtre, suicide, etc., est régi par les lois ordinaires, le directeur doit appeler un fonctionnaire de la police judiciaire qui fait l'enquête et les constatations habituelles en pareil cas.

Pour assurer les bons soins autant que possible, la loi s'est efforcée de créer et d'organiser un système de surveillance des établissements, nous avons vu et même critiqué cette organisation des comités de surveillance et des personnes chargées d'inspection ; nous avons vu aussi que les réclamations adressées à l'autorité judiciaire ne devaient jamais être retenues.

En outre l'article 20 décide : « Les chefs, directeurs
« ou préposés des établissements seront tenus d'adresser
« aux préfets, dans le premier mois de chaque semestre
« un rapport rédigé par le médecin de l'établissement

« sur l'état de chaque personne qui y sera retenue, sur
« la nature de la maladie et les résultats du traitement. »

Quelques difficultés se sont élevées à propos de la disposition de l'article 20 sur le point de savoir si elle devait s'appliquer seulement aux établissements publics ou si elle devait être étendue aux établissements privés.

Dalloz s'exprime ainsi : « L'article 20 complète le
« système de l'espèce d'instruction extérieure qui doit
« servir à éclairer le préfet dans ses décisions relatives
« au maintien dans l'établissement ou à la sortie des
« aliénés placés d'office ». La raison de douter que
l'article 20 s'applique aux établissements privés peut
provenir de ce que cet article 20 est rangé sous la
rubrique « Des placements ordonnés par l'autorité
publique ». Si la limitation était exacte, il faudrait
évidemment en conclure que les rapports semestriels
ne devraient être faits qu'en ce qui concerne les aliénés
qui ont été l'objet d'un placement d'office, discussion
que le texte général de l'article 20 ne permet pas de
faire entre ceux qui sont internés dans l'établissement
public. C'est d'ailleurs ce que Dalloz constate lui-même :
« L'état semestriel adressé au préfet, d'après l'article 20
« de la loi du 30 juin 1838, doit comprendre tous les
« aliénés, sans distinction de ceux qui ont été placés
« volontairement ou d'office ». Cette dernière réflexion
est éminemment juste, la loi ne fait aucune distinction
et ne permet pas de restreindre à une catégorie d'aliénés
une mesure qu'elle édicte de la façon la plus générale,
du reste une distinction entre les malades, suivant leur
germe de folie, se comprendrait encore ici, mais celle
établie suivant leur mode de placement ne peut invo-

quer ici aucune bonne raison qui la puisse faire admettre. La pratique de l'Administration a du reste été constante, pour elle il n'y a jamais eu de doute, elle a toujours exigé que le rapport soit relatif à tous les malades sans exception.

Une circulaire ministérielle du 25 juin 1840, presque contemporaine par conséquent de la loi de 1838, décide en effet que : « L'état général et ce rapport dont je
« viens de parler devront comprendre toutes les
« personnes détenues comme aliénées sans qu'il y ait
« aucune distinction à faire entre celles qui y auront été
« placées volontairement ou d'office ».

Très délicate se trouve la question de la correspondance des aliénés. Nous avons vu déjà que toute requête ou réclamation, soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative, ne saurait être retenue pour cause d'insanité, cette correspondance mise à part, que deviendra tout le reste ! Quels seront les droits des directeurs ou chefs d'établissements ? De ce que la loi s'exprime sur les réclamations adressées aux autorités en prenant le soin de déclarer qu'elles ne pourront être interceptées, il semble bien résulter le droit pour les directeurs d'intercepter les autres correspondances. Cet argument *a contrario* aboutit à une solution exceptionnelle contraire au droit commun, il ne doit donc pas être admis au moins s'il n'est corroboré, appuyé par aucune autre raison ; du reste l'article 29 peut bien trouver de son existence une explication suffisante dans ce fait que s'il s'occupe exclusivement de l'interception d'une sorte de correspondance déterminée, c'est pour en faire un délit correctionnel tandis que l'interception de pièces du

même genre peut n'être pas toujours une infraction aussi grave aux lois, et être passible seulement d'une répression civile, et l'article 1382 du Code civil lui serait seul applicable. Les travaux préparatoires de la loi vont donner une explication suffisante de l'intention du législateur. M. Barthélemy, dans son rapport à la Chambre des Pairs, s'est exprimé comme suit : « Pour « lui (l'aliéné), toute réclamation écrite serait inutile « puisque les lettres sont soumises à l'inspection de ses « gardiens ». (Rapport du 28 juin 1837.) Sauf dans le cas de l'article 29, les directeurs ou chefs des établissements doivent donc pouvoir retenir la correspondance des aliénés confiés à leurs soins. La pratique est invariable en ce sens et on la justifie en disant qu'il est nécessaire, pour arriver à la guérison du malade, de pouvoir l'empêcher d'avoir des relations trop étendues avec le dehors, ou qu'il est utile que le médecin puisse, par ce moyen, connaître ce que pense l'aliéné, et que tout ce qui indique l'état de son intelligence sera une précieuse ressource pour le traitement. Il est certain que l'état d'esprit ne se traduira par aucun autre moyen aussi bien que par une lettre. Incontestable ou non, le directeur use toujours de ce droit ; néanmoins, il ne peut en user au-delà du but pour lequel il lui est accordé, il ne doit donc rien faire qui soit nuisible, ne pas user du secret de la correspondance qu'il connaît au delà de ce qui est légitime, et l'on peut se demander où s'arrêteront ses droits dans certains cas.

En premier lieu, que doit-il faire des lettres interceptées ? Les conserver ou bien les détruire ? Le directeur est le représentant légal de l'aliéné, s'il a le droit de

supprimer les communications de ce dernier avec le dehors, on ne peut lui accorder davantage, et le droit de disposer de la correspondance de ses malades doit lui être interdit rigoureusement s'il est médecin et *a fortiori* si c'est un entrepreneur qui a en vue de faire des bénéfices. Les papiers pourront être remis au tuteur s'il y a interdiction prononcée, il y aurait même obligation absolue de le faire si ces papiers concernaient des affaires que le tuteur a mission d'accomplir, les lettres ou autres papiers pourront être remis au curateur à la personne, ou, s'ils ne revêtent aucune importance, les papiers devront être conservés et remis au malade à sa sortie, ou après son décès à ses héritiers. C'est un dépôt, c'est même un dépôt nécessaire, mais la jurisprudence toutefois considère ce dépôt comme tout à fait spécial, et elle permet, dans certains cas, la production en justice des pièces ainsi retenues par le directeur; nous arrivons ainsi à étudier la publication de ces correspondances.

Bien certainement toute publication est en principe interdite, la publication constituerait une violation du secret professionnel; il n'y a qu'une sorte de publication que l'on puisse envisager, c'est la production en justice. Les lettres adressées à des tiers sont, d'autre part, réputées confidentielles, on ne peut s'en prévaloir en justice si elles sont tombées en des mains étrangères qu'en justifiant la légitimité de la détention, tel est au moins le droit civil, l'exception relative au droit criminel ne peut être étendue au civil, même si l'action repose sur une allégation de vol ou de fraude. (Cass. 5 mai 1858, S. 58, I. 525.).

En ce qui concerne la correspondance des aliénés, le

principe a été partiellement écarté ; la jurisprudence s'est servie d'une distinction assez subtile donnant naissance du reste à une dangereuse faculté d'appréciation. Elle distingue les lettres confidentielles et celles qui ne constituent que la manifestation extérieure du trouble mental de la personne internée et qui ne sont pas des lettres confidentielles parce qu'elles ne contiennent que les divagations d'un fou. Cette distinction aboutit à autoriser la publication des lettres non confidentielles, si l'on remarque que toute lettre devrait être examinée en cas de contestation sur son caractère confidentiel on aboutit à totalement supprimer la distinction, et l'inviolabilité de la correspondance du fou ne sera respectée pour aucune de ses lettres.

Bien plus simple et bien plus juridique nous semble d'admettre que le directeur, dans tous les cas, en dehors de son établissement et même en ce qui concerne ce qui se passe dans celui-ci, en dehors du traitement des malades, doit être considéré tout d'abord comme tenu au secret professionnel et aussi comme tenu de toutes les obligations du dépositaire et même parmi les différentes sortes du contrat de dépôt, il nous paraîtrait juste de ranger celui qui nous occupe parmi ceux de cette espèce spéciale dit « *Depositum miserabile* » ou dépôt nécessaire. Le directeur ou le chef de l'établissement est dépositaire de la correspondance que le malade reçoit ou qu'il envoie ; si l'envoi est retenu, immédiatement l'on en conclura la nécessité pour lui de restituer à l'aliéné ou à ses ayants cause toute cette correspondance quand est arrivé un événement mettant fin au dépôt. La distinction à établir entre ce qui est

confidentiel ou non, ne peut trouver de place dans une telle façon de voir, qui supprime cette différence établie entre les papiers confidentiels et ceux qui ne le sont pas.

Pareillement on a conclu à la restriction de la liberté de l'aliéné en ce qui concerne ses rapports avec sa famille, mais si le directeur peut intercepter toute correspondance, il serait inhumain de l'autoriser à interdire toute relation avec la famille ; si, soit celui-ci, soit le médecin voulaient établir la suppression complète de toute relation pour cause de santé, cette suppression complète donnerait lieu à des contestations qui seraient tranchées par les tribunaux dans le sens de la permission sauf les nécessités du traitement, nécessités que les juges apprécieront toujours sévèrement.

Les valeurs dont l'aliéné aura pu être porteur ne doivent pas être retenues par le directeur, elles doivent être remises à celui qui est chargé de la gestion des biens de l'interné à l'administrateur provisoire ou au tuteur dans le cas d'interdiction.

§ 11. — Réformes proposées à la loi du 30 Juin 1838.

Projet voté par le Sénat.

D'après ce que nous venons de voir la loi de 1838 est une loi assez minutieuse, réalisant un progrès véritable au moment où elle fut votée. Les nations étrangères et notamment la Belgique qui se l'appropriâ sans modifications importantes, admirent le travail de nos législateurs. Mais des abus se produisirent postérieurement ; par suite de certains scandales qui eurent lieu,

la presse mena une campagne violente contre la loi de 1838, ce mouvement commença en 1860 et se continua sous forme de pétitions adressées au Sénat ; ces pétitions aboutirent à un rapport présenté le 2 juillet 1867 au Sénat, rapport dans lequel l'on trouve tout d'abord résumés les principaux reproches faits à la législation de 1838 ; il est à noter que ce rapport concluait que plutôt de reviser la loi il fallait seulement prendre des mesures pour en assurer la stricte observation.

Le rapport insiste notamment pour que les visites prescrites à l'autorité judiciaire par l'article 4 de la loi fussent accomplies avec ponctualité, qu'aucun internement ne put être opéré sans que l'aliéné eut été interrogé par le juge de paix : que les aliénés inoffensifs fussent désormais laissés à leur famille ; ce rapport, somme toute, reconnaissant le bien fondé des réclamations et pétitions adressées au Sénat, tout en admettant que la loi était susceptible d'améliorations, ne consentait pas toutefois à considérer tout cela comme justifiant suffisamment un changement de législation et préconisait comme moyen doué d'une efficacité déjà grande la stricte application de la loi existante.

Quand, en 1868, une enquête générale fut ordonnée par le Gouvernement ; les préfets, médecins, directeurs ou chefs d'asiles furent consultés sur les améliorations possibles au régime en vigueur. Les résultats de cette enquête sont intéressants à mentionner. L'exigence d'un second certificat médical rencontrait l'opposition de la grande majorité des préfets et des médecins ; une telle formalité pour Paris n'aurait constitué aucune garantie supplémentaire, le second médecin

étant facile à trouver dans les grandes villes ; les mêmes observations étaient également valables dans les campagnes. Ce second certificat était inutile, car l'internement n'est demandé que lorsqu'il se base sur des faits qui sont connus de tous et que le certificat médical ne fait guère que constater ; ce second certificat, en outre, ne donnait aucune garantie d'une nature nouvelle ; des critiques étaient cependant formulées sur les défauts des certificats, ils étaient trop sommaires, attestaient des faits que le médecin n'avait pas perçus par lui-même ; comme mesure à employer il n'y en avait qu'une, c'était exiger une stricte application de la loi.

L'on avait proposé d'introduire une disposition rendant indispensable une décision judiciaire pour transformer un placement volontaire en placement d'office, les préfets s'y opposèrent vivement ; ils s'opposèrent également à ce qu'une enquête du juge de paix précédât les placements volontaires ; ils l'admirent pour les placements d'office, sous cette raison fort juste que l'enquête du juge de paix en matière de placements volontaires tendait à créer une publicité que l'on devait éviter selon les vœux de la loi elle-même.

L'unanimité des personnages consultés se prononça en faveur de la nécessité de la surveillance des asiles et contre l'inspection par des médecins étrangers au service des aliénés ; il fut prétendu que cette inspection était illusoire et présentait de graves inconvénients. Les préfets ne voulurent pas non plus que les médecins fussent obligés de consacrer leurs soins uniquement aux aliénés, ils s'opposèrent à ce que l'administration d'une assemblée fut substituée à celle d'une

seule personne parce que la responsabilité d'une assemblée est toujours minime, et que celle d'un seul est bien plus étendue et constitue une sauvegarde pour les aliénés qu'il est inutile de leur enlever.

Les avis furent divisés sur la question de la réunion ou de la disjonction des fonctions administratives et médicales; enfin le traitement à domicile des malades inoffensifs ayant produit des résultats insignifiants dans les départements où il avait été organisé fut universellement repoussé.

Une commission extra-parlementaire fut instituée en même temps que l'enquête se faisait, et cette commission avait pour but de rechercher les modifications pouvant être utilement apportées à la loi de 1838; cette commission commença à siéger en 1869, sa dernière séance eut lieu le 21 juillet 1870, la guerre, survenue peu après, interrompit ses travaux. Elle avait examiné et discuté différentes questions et se montra favorable au maintien de la loi de 1838, sauf certaines améliorations. Les événements furent cause qu'il ne fut présenté aucun rapport général; on trouve les procès-verbaux des séances de cette commission dans les annexes au rapport de M. Roussel.

En même temps encore que l'enquête et que la commission fonctionnaient, l'initiative parlementaire s'occupa aussi de ces questions. Le 21 mars 1870 une proposition de loi fut présentée par Gambetta : « Le principe sur lequel repose mon projet est la transformation du médecin en simple expert et la constitution d'un jury préalable pour l'examen des personnes soupçonnées d'être atteintes d'aliénation. Quant aux

« garanties de la loi de 1838, elles ne sont rien ; car
« entre le moment de l'entrée et celui de la venue du
« délégué de l'autorité, il s'est écoulé vingt-quatre
« heures d'abord, puis trois jours, et il en faut mille fois
« moins pour qu'il survienne une dislocation irrémé-
« diable de la pauvre intelligence humaine. » La pro-
position contenait 82 articles, les événements ne lais-
sèrent pas le temps de la discuter ; M. Gambetta ne
présenta pas en 1872 son projet à l'Assemblée natio-
nale quand M. Roussel présenta le sien.

Dans la séance du 23 juillet 1872, M. Roussel pré-
senta, en effet, un projet qui est le produit d'un travail
entrepris dès 1869 par la Société de législation comparée.
(Bulletin de la Société de législation comparée depuis
le mois de mars 1870 et annexes au rapport de M. Rous-
sel.) Ce projet comporte les principales innovations sui-
vantes : Il assimile à un établissement d'aliénés toute
maison dans laquelle un ou plusieurs aliénés seraient
soignés moyennant une rétribution ; il institue dans tous
les arrondissements où il y a un asile d'aliénés, une
commission permanente chargée de visiter les établis-
sements publics et privés et de donner un avis préalable
à tout internement. Le projet laisse à un règlement
d'administration publique le soin de déterminer l'orga-
nisation d'établissements spécialement réservés aux alié-
nés qui auraient commis des crimes ou délits ; ainsi,
toutes les fois que l'état de démence d'un individu
inculpé d'un fait qualifié crime ou délit par la loi aurait
motivé en sa faveur une ordonnance de non-lieu, ou bien
un jugement d'acquiescement, la chambre des mises en
accusation aurait le pouvoir d'ordonner l'internement de

cet individu. Enfin, quand dans une affaire criminelle des doutes auraient été émis sur l'état de l'accusé, le projet décide qu'une question spéciale à ce sujet devrait être posée au jury.

Le projet de M. Roussel fut pris en considération par l'Assemblée nationale, et le 29 mars une commission fut nommée pour l'étudier, mais la commission ne put aboutir à présenter un rapport. Elle avait eu cependant quelques séances, et dans ces réunions à l'unanimité elle avait adopté la proposition du projet de créer une commission permanente pour la surveillance des établissements d'aliénés, elle adopta aussi, et avec la même unanimité, le projet d'établissements spéciaux pour ceux ayant commis des crimes ou délits. L'entente cessa d'exister pour l'assimilation proposée par l'article 3 entre les établissements d'aliénés et les maisons particulières dans lesquelles les aliénés sont soignés moyennant rétribution. Les uns virent là une atteinte grave à la liberté des familles, les autres ne jugèrent pas cette atteinte aussi grave; la majorité finit par adopter la disposition suivante : « Toute personne autre que les père, mère, « époux ou épouse, l'un des ascendants ou des descen- « dants, le père ou la sœur, qui reçoit, retient et soigne « ou fait soigner chez elle, pendant plus de deux mois, « un aliéné est tenue d'en faire la déclaration au juge « de paix du canton ou au Procureur de la République « de l'arrondissement de son domicile. A partir de ce « moment, l'aliéné est placé sous la surveillance et la « protection de l'autorité publique. »

Un décret du Président de République en date du 10 mars 1881 institua une grande commission extra-

parlementaire. Cette commission, le 25 novembre 1882, produisit au Sénat une proposition de loi émanant de l'initiative du Gouvernement; l'exposé des motifs indique le but du projet : « Assurer le traitement
« des aliénés de tous les départements dans les établis-
« sements publics uniformément placés sous l'autorité
« du Gouvernement et où tous les malades seraient
« traités par des médecins d'une compétence spéciale,
« supprimer en conséquence la faculté laissée par la loi
« de 1838 aux Conseils généraux d'envoyer leurs aliénés
« dans des asiles privés; organiser à l'égard de ces éta-
« blissements un contrôle plus efficace pendant la période
« de transition nécessaire entre le système actuel et
« celui qui doit le remplacer; associer dans une large
« mesure les Conseils généraux à la nomination des
« commissions de surveillance des asiles publics et
« départementaux; remettre au pouvoir central la
« nomination des médecins et fonctionnaires adminis-
« tratifs de tous les établissements publics d'aliénés,
« afin d'obtenir un personnel hiérarchique et présentant
« toutes les garanties désirables de compétence; pré-
« venir par l'intervention obligatoire de l'autorité judi-
« ciaire le danger d'admissions arbitraires dans les asiles
« privés ou publics; sans retarder par des complications
« de procédure l'entrée en traitement du malade; pro-
« téger la sécurité publique par la création d'asiles
« spéciaux destinés à recevoir les aliénés dit criminels;
« assurer enfin la bonne gestion du patrimoine des alié-
« nés. ». Le projet, du reste, conservait la loi de 1838 dans un grand nombre de ses dispositions particulières, et ne changeait pas les grandes lignes fondamentales de cette loi.

La commission sénatoriale pendant deux années étudia le projet. À la séance du 20 mai 1884, M. Roussel déposa le rapport au nom de la commission ; ce rapport contient des explications fort détaillées sur les modifications que la commission avait introduites dans le projet du Gouvernement. La discussion en première lecture eut lieu au mois de novembre et au mois de décembre, en seconde lecture au mois de février et de mars 1885 ; dans la séance du 11 mars, le projet fut définitivement adopté et transmis à la Chambre qui n'a pas encore statué, il est à désirer qu'elle statue prochainement.

La principale innovation de ce projet est relative aux cas des aliénés qui ont commis des actes criminels.

Il est une classe notamment qui était restée en dehors de toute prévision dans la législation précédant le projet voté par le Sénat, qui est du reste encore notre législation actuelle, c'est le cas de l'individu condamné à une peine et qui devient aliéné, cas des plus fréquent pour certaines peines de longue durée qui, en isolant l'individu d'une façon rigoureuse, suffisent à déterminer la folie, et pour ceux-ci, le projet du Sénat ordonne la création de quartiers spéciaux ou d'annexes spéciales dans les maisons centrales pour être exclusivement destinés à recevoir les condamnés devenus aliénés pendant toute la durée de leurs peines ; les individus de l'un et l'autre sexe, condamnés à des peines afflictives et infamantes ou à des peines correctionnelles de plus d'une année d'emprisonnement, pendant qu'ils subissent leur peine, et dont l'état d'aliénation est constaté par un certificat du médecin de l'établissement péniten-

tiaire, d'après la nouvelle loi, peuvent être, après l'avis du médecin inspecteur du département dans lequel l'établissement pénitentiaire est situé, conduits dans des quartiers spéciaux d'aliénés annexés à ces établissements et y être retenus jusqu'à leur guérison ou jusqu'à l'expiration de leur peine.

Le projet voté au Sénat prévoit le cas d'une autre catégorie d'aliénés, ceux dits criminels : sont rangés dans cette catégorie les individus qui, ayant commis des crimes et délits, ont été acquittés en raison de leur démence, ont été traités, puis revenus à l'état de raison après un temps plus ou moins long, sont ainsi remis dans une situation leur permettant de commettre de nouveaux crimes qui seront attribués à une crise ou à un retour de la folie. Le Sénat, faisant droit aux nombreuses observations qui ont été faites de ce chef, a pour ces aliénés disposé comme suit dans les articles 37 et suivants du projet : L'article 37 met à la disposition de l'autorité administrative pour être placé dans un établissement d'aliénés dans le cas où son état mental compromettrait la sécurité publique : 1° Tout inculpé qui, par suite de son état mental, a été considéré comme irresponsable et a été l'objet d'une ordonnance de non-lieu ou d'un arrêt d'acquiescement ; 2° tout prévenu poursuivi en police correctionnelle qui a été acquitté comme irresponsable en vertu de son état de folie ; 3° tout accusé ou prévenu poursuivi en cour d'assises, qui a été l'objet d'un verdict de non-culpabilité s'il était irresponsable en vertu de son état mental.

L'internement est obtenu de la façon suivante : l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement qui prononcent le

non-lieu ou l'acquittement du prévenu renvoient celui-ci devant le tribunal qui statue en chambre du conseil conformément à l'article 19. L'individu qu'il s'agit d'interner s'il y a lieu ne doit pas être rendu à la liberté avant que la décision du tribunal ne soit intervenue.

Le projet met, par l'article 38, la construction et la mise en fonctionnement des asiles généraux à la charge de l'Etat. Ces asiles sont destinés à recevoir principalement les fous criminels, mais ils pourront aussi recevoir des fous qui, non criminels, s'en rapprochent beaucoup, ceux qui, placés dans un asile ordinaire, auront commis dans cet asile un crime ou délit contre les personnes ; ceux qui, condamnés à moins d'une année de prison, sont devenus aliénés pendant qu'ils accomplissaient leur peine ; enfin les condamnés criminels ou correctionnels qui, étant devenus aliénés pendant la durée de leur peine, ont été placés dans les asiles spéciaux dont nous avons parlé, lorsque, leur peine terminée, le ministre de l'Intérieur les juge dangereux ; le ministre a alors, pour ces derniers, le choix entre l'asile spécial et l'asile départemental ordinaire. Pour ces trois dernières sortes d'aliénés, le placement dans les établissements nationaux d'aliénés criminels aurait lieu par un décret du ministre de l'Intérieur, rendu sur la proposition du Comité supérieur des aliénés. Le ministre, mais seulement sur la proposition motivée du médecin traitant, et après avis du Comité supérieur, pourra ordonner le transfert d'un aliéné d'un de ces asiles spéciaux dans un asile départemental.

Comme le fait justement remarquer le rapport de M. Roussel, la question délicate, dans le cas des aliénés

criminels, est celle concernant la sortie de ces aliénés; dans notre législation actuelle, il suffit que le médecin traitant, lequel, surtout dans un établissement renfermant un grand nombre de pensionnaires, peut ignorer les actes criminels précédant l'entrée dans la maison, décide que le malade doit être considéré comme guéri pour que le préfet ordonne la sortie; l'on comprend fort bien le danger qui peut résulter pour la société d'une sortie prématurée.

Dans la loi nouvelle, quand la sortie aura été déclarée possible ou quand elle sera demandée, le médecin traitant devra donner son avis, déclarer si le malade est ou n'est pas guéri et, si la guérison est reconnue, il y a possibilité de rechutes. La demande de sortie et la déclaration seront en outre accompagnées de l'avis du médecin inspecteur puis, muni de toutes ces pièces, le tribunal, saisi par la remise de celles-ci, statuera en chambre du conseil sur la situation et les mesures à prendre.

La sortie peut d'abord être accordée; le tribunal peut ordonner un nouvel examen du malade. Si la sortie est accordée, la décision intervenue est toujours révocable, la sortie peut n'être accordée que conditionnellement, les conditions seront déterminées par la libre appréciation du tribunal. La sortie accordée est alors soumise à des conditions de surveillance qui seront déterminées par les magistrats et la réintégration immédiate aura lieu en cas d'inexécution de ces conditions ou en cas de menaces de rechute; la réintégration sera opérée dans les formes des articles 15 et 16.

L'article 40 s'occupe du cas d'un prévenu ou d'un

inculpé présumé aliéné. Cet article prescrit une expertise médicale ; celle-ci peut avoir lieu soit dans le quartier d'observation de l'hôpital du chef-lieu judiciaire, soit dans un établissement public ou privé, ce dernier faisant fonction d'établissement public, si l'expert désigné est médecin de l'établissement. Si l'état d'aliénation est reconnu, il y a lieu de la part du préfet à un placement d'office qui sera pris sur les conclusions de l'autorité judiciaire. Si l'expertise a eu lieu dans un établissement d'aliénés, la personne présumée aliénée peut, en attendant le résultat, être réintégrée en prison si le directeur le demande pour des motifs raisonnables.

CHAPITRE TROISIÈME

Conclusion

Suppression des établissements privés faisant fonctions d'établissements publics. — Le monopole de l'Etat en matière d'établissements d'aliénés est nécessaire.

L'organisation et le fonctionnement des établissements publics, d'après ce que nous venons de voir, sont aussi complets que possible, les précautions prises pour assurer et la liberté individuelle et la sécurité publique y sont minutieuses ; il est vrai que moins grandes sont, d'après la loi de 1838, les précautions prises pour assurer le bien-être et le traitement des malades pendant leur séjour dans l'établissement. Cette lacune provient du peu d'effets qu'est susceptible de produire le mode de contrôle organisé par cette loi. Le projet du Sénat remédiera à cet inconvénient quand il aura été, comme il faut l'espérer, adopté par la Chambre des députés. Pour ce qui concerne le placement ou la sortie, les nombreuses interventions du préfet ou d'autres fonctionnaires sont une forte garantie ; presque jamais un établissement

privé ne pourra arriver à une organisation aussi complète et la sécurité offerte à la liberté individuelle ne sera jamais aussi grande, le Gouvernement n'ayant qu'un droit de surveillance, qui, si étendu qu'il puisse devenir, n'équivaudra jamais à un droit de propriété.

Théoriquement, l'initiative privée devrait même être préférée en matière de bienfaisance à la charité publique. Cela est encore possible pour les maisons d'aliénés privées installées en établissements de bienfaisance, c'est-à-dire recevant à titre gratuit les aliénés indigents ; mais cela n'existe pas, les établissements privés, appelés le plus souvent maison de santé, nom générique qui comprend tout établissement médical de traitement rétribué par les malades, constituent simplement une exploitation plus ou moins commerciale, mais qui a pour but de faire des bénéfices. Ces établissements sont le plus ordinairement fondés par une association de plusieurs médecins, et recommandés au public par une publicité bien comprise ; les établissements publics ne se livrant jamais à une pareille réclame, sont incontestablement en état d'infériorité de ce chef, et il ne serait pas compréhensible de leur accorder la faculté de poser des affiches pour s'attirer des malades. Si les malades qui sont admis dans les établissements privés ne sont, bien entendu, que ceux qui peuvent payer, il en résulte que les départements ne recueillent que les indigents et, de ce fait, la différence devient de plus en plus tranchée ; les malades fortunés sont placés dans un établissement privé dans lequel rien n'est gratuit, et les familles qui auraient eu peur de nuire à leur réputation en laissant un de leurs membres aller dans un asile où il serait mélangé avec des indigents

n'hésitent pas souvent à les placer dans une maison de santé.

L'autorité publique ne pourrait-elle pas assurer un traitement supérieur à ces aliénés payants ? Rien ne serait plus facile que de créer des établissements spéciaux, car c'est justement parmi cette catégorie d'aliénés que les atteintes contre la liberté sont le plus à redouter, car les séquestrations sont rarement motivées par autre chose que les intérêts pécuniaires. Quand, du reste, il s'agit d'indigents ou de personnes peu fortunées, l'absence d'instruction, d'éducation et surtout l'absence de fortune ne leur donnent aucun moyen d'action ; ce sont justement ceux-là, de la part desquels les dangers sont moins à redouter, qui n'ont que la ressource de s'adresser aux personnes qui doivent être les moins susceptibles de se faire complices de la séquestration ; quand au contraire, l'aliéné est fortuné, les présomptions sont bien moins fortes, les séquestrations arbitraires sont possibles, d'autant plus que les mesures de surveillance sont assez illusoires, les visites portant sur un certain nombre d'aliénés, il est facile d'en dissimuler, et même sans qu'il y ait dissimulation, un visiteur ne peut pas accorder à chaque malade un temps appréciable et suffisant pour se rendre compte de la situation. De toute nécessité, il faut comme le prévoit le projet de loi voté au Sénat, des inspecteurs ayant la surveillance permanente comme unique occupation.

Il est encore choquant, si ce n'est pas malhonnête, de voir la spéculation s'emparer des traitements des aliénés, l'Etat ne pourrait être accusé de vouloir gagner plus qu'il ne convient, et si un gain était fait, rien ne

serait plus simple que d'obliger le Gouvernement à le consacrer à l'amélioration du régime des aliénés ou à tout autre emploi concernant ceux-ci.

L'établissement privé faisant fonctions d'établissement public est, au fond, un établissement privé, il en a tous les inconvénients, les mêmes critiques lui sont applicables, il doit disparaître aussi bien que l'établissement privé ordinaire.

L'état doit donc être investi du monopole en ce qui concerne les aliénés, mais la question budgétaire est en cette matière à envisager, et il est bien malheureux de voir que, faute de crédits, il peut se passer encore longtemps avant que le Gouvernement se décide à achever le mouvement commencé dans cette voie; l'institution du monopole est le terme final de l'évolution de l'institution qui nous occupe, évolution qui est entrée dans sa dernière phase, caractérisée par l'intervention de l'Etat, et dont la loi de 1838 marque le commencement. Il est à désirer que l'institution aboutisse le plus rapidement possible à son complet développement.

Vu :

Lyon, le 19 novembre 1901,
Le Président de la Thèse,
R. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 20 novembre 1901.
Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 21 novembre 1901.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
GABRIEL COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION ET HISTORIQUE

§ 1. Rôle de l'Etat à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale	5
§ 2. Définition de l'aliénation mentale.....	6
§ 3. Droit Romain.....	12
§ 4. Moyen âge et temps modernes jusqu'en 1789.....	13
§ 5. Droit intermédiaire et droit civil jusqu'en 1838.....	15
§ 6. Législation actuelle. Loi du 30 juin 1838.....	16

CHAPITRE DEUXIÈME

ANALYSE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE

§ 1. Des établissements d'aliénés. — De l'autorité conférée au Gouvernement.....	21
§ 2. De l'obligation imposée au département d'entretenir un établissement d'aliénés.....	24
§ 3. De la surveillance des établissements.....	29
§ 4. De quelques autres généralités concernant la loi du 30 juin 1838. — Admission des aliénés dans un établissement consacré à d'autres malades, administration des biens. — De la sortie prescrite par décision judiciaire.....	32
§ 5. Des établissements en vue du traitement des aliénés.....	38
§ 6. Des établissements publics départementaux.....	40
§ 7. Des établissements privés.....	63

§ 8. Des placements dans les établissements publics et privés. —	
Garanties de la liberté individuelle.....	73
§ 9. Sortie des personnes internées.....	88
§ 10. Séjour des malades dans les établissements.....	93
§ 11. Réformes proposées à la loi du 30 juin 1838 et projet voté par le Sénat.....	100

CHAPITRE TROISIÈME

CONCLUSION. — Suppression des établissements privés faisant fonction d'établissements publics. — Le monopole de l'Etat en matière d'établissement d'aliénés est nécessaire.....	113
---	-----

Imprimerie MOUGIN-RUSAND. — WALTENER et C^{ie}, successeurs
3, rue Stella — Lyon
